

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MARDI 08 FÉVRIER 2011

Après-midi

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 08 FEBRUARI 2011

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 19 sous la présidence de M. Peter Logghe.

01 Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les stocks de produits pétroliers dans notre pays" (n° 1996)

01.01 David Clarinval (MR): Il y a un an, je vous avais interrogé sur l'état des stocks de produits pétroliers en Belgique et vous avais fait part de mes craintes en matière de réserves stratégiques. Vous m'aviez répondu que l'agence publique APETRA, responsable des réserves stratégiques de produits pétroliers en Belgique, pourrait gérer l'ensemble des stocks stratégiques de pétrole en 2012.

Or, il semblerait que la situation n'évolue pas favorablement, la Belgique ne disposant toujours pas des réserves stratégiques exigées par l'Union européenne. En outre, d'après le directeur général d'APETRA, fin novembre 2010, un financement de 250 millions d'euros pour l'achat de produits pétroliers a été débloqué. J'en déduis que ces achats sont toujours inexistant.

Ce déficit structurel semble remonter à la mise en place de l'agence. Avant sa création, les réserves nationales étaient gérées par les opérateurs pétroliers contre rémunération pour leurs frais de stockage.

Ces informations sont-elles exactes? Quels sont les chiffres concernant l'évolution des stocks pétroliers de notre pays depuis la création d'APETRA? Que montre la comparaison des coûts de stockage avant la création d'APETRA et les coûts totaux actuels de cette gestion?

01.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): L'an dernier, j'ai indiqué qu'APETRA pourrait gérer tous les stocks obligatoires de produits pétroliers de la Belgique pour fin 2012. Les progrès réalisés depuis le confirment.

En 2010, l'agence a acheté 350 000 tonnes de pétrole brut et 300 000 tonnes de produits pétroliers. Un financement de 800 millions d'euros a été contracté pour ces achats.

Le financement de 250 millions d'euros est un deuxième financement qu'APETRA avait prévu en 2010.

Au départ, APETRA ne pouvait compter que sur des tickets (droits d'achat sur des stocks détenus par le secteur pétrolier). L'offre étant inférieure au volume nécessaire pour couvrir l'obligation de stockage et

dépendant de l'évolution des prix des marchés pétroliers, APETRA a décidé de privilégier l'achat de ses propres stocks. Pour pouvoir stocker ces quantités considérables, de nouveaux dépôts sont nécessaires. Les premiers viennent d'entrer en service. Après vingt adjudications, APETRA a maintenant sous contrat toutes les capacités de stockage lui permettant de réaliser son plan d'achat pour fin 2012.

Au démarrage d'APETRA fin 2007, l'agence gérait 1,6 million de tonnes sous forme d'options d'achat, tandis que le secteur pétrolier avait encore une obligation de 504 000 tonnes. Fin 2008, APETRA avait en propriété 221 000 tonnes de pétrole brut, 330 000 tonnes de produits finis et des tickets à hauteur de 738 000 tonnes. Fin 2009, les stocks d'APETRA atteignaient 750 000 tonnes en pétrole brut et le même volume en produits finis. Les quantités sous forme de tickets s'élevaient à 1,3 million de tonnes et les stocks de l'industrie s'élevaient encore à 288 000 tonnes. APETRA gère actuellement 80 jours d'obligation de stockage total de la Belgique.

Par catégorie de produits, nous sommes en ordre pour les essences et le fuel lourd. Pour les distillats moyens, 72 des 90 jours sont déjà couverts et, d'après les achats planifiés par APETRA pour 2011, nous devrions avoisiner 80 jours, dès cet automne. Nous sommes donc près d'aboutir à 100 % de nos obligations fin 2012.

Avant l'existence d'APETRA, les coûts de stockage consistaient en une indemnisation du secteur pétrolier couverte par une cotisation intégrée dans la structure du prix maximum. La contribution d'APETRA est aujourd'hui 12 % inférieure: le système public est donc moins cher que le système privé.

01.03 David Clarinval (MR): C'est avec plaisir que j'entends que les objectifs 2012 sont maintenus et que nous atteignons 80 jours. La mission est donc accomplie!

L'incident est clos.

02 Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'état d'avancement du paiement des allocations forfaitaires mazout, gaz et électricité" (n° 2146)

02.01 David Clarinval (MR): Pour les années 2008 et 2009, 1 393 586 demandes d'octroi d'une allocation forfaitaire mazout, gaz et électricité de 105 euros avaient été introduites auprès de vos services. L'ensemble de ces dossiers devait être traité pour le 1^{er} juillet 2010. Plusieurs demandes n'auraient pas encore reçu de réponse.

Confirmez-vous cette information? Si oui, combien de dossiers sont encore en attente? Quand les paiements de ces allocations seront-ils clôturés?

02.02 Paul Magnette, ministre (en français): L'ensemble des demandes introduites sur la base d'un dossier en ordre a été traité. Les montants ont été versés aux ayants droit en 2010. Il subsiste deux cas de figure. Le premier concerne 11 dossiers pour lesquels les Finances ne disposent pas, à l'heure actuelle, des données nécessaires pour établir les revenus de l'année concernée. Le second concerne des demandes pour lesquelles le numéro de compte a été clos ou était erroné. L'argent a été versé, mais il est revenu sur le compte du SPF Économie. Il faut reprendre contact avec les ayants droit, ce qui est en cours pour environ 6 000 demandes.

02.03 David Clarinval (MR): J'imagine que les personnes qui m'ont contacté correspondent à l'un de ces deux cas. Je leur transmettrai la réponse afin qu'elles vérifient leur numéro de compte et les informations fiscales transmises.

L'incident est clos.

03 Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "certains travers du système belge actuel d'électricité verte" (n° 2238)

03.01 David Clarinval (MR): Le régulateur fédéral du secteur énergétique et les trois régulateurs régionaux

souhaiteraient la suppression de l'exonération d'une partie de la cotisation fédérale dont bénéficie l'électricité verte car ce système pousse certains fournisseurs à "verdir" leur électricité en achetant des labels venant principalement de producteurs scandinaves d'énergie renouvelable. Le plus souvent, les fournisseurs belges ne leur achètent que cette étiquette verte mais pas de courant. Résultat: en Belgique, 40 % de l'électricité vendue en 2009 était considérée comme verte alors que notre pays n'en a produit que 6 %. L'électricité verte est exonérée de la part de la cotisation fédérale destinée à financer la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de celle qui finance la dénucléarisation des sites BP1 et BP2, soit une économie de 2,5 euros par MWh sur une cotisation totale de 4,6 euros, grâce à un label qui se négocie en moyenne à 0,43 euro.

Confirmez-vous ces informations? La suppression de cette exonération est-elle à l'ordre du jour?

03.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): En effet, les régulateurs ont attiré mon attention sur ce phénomène. Dans la mesure où ce marché international de certificats de garantie d'origine conduit non pas à des abus, puisque tout reste légal, mais à une utilisation de ces mécanismes pour réaliser des économies, la question doit se poser.

En 2008, la part d'électricité réputée verte correspondant à ces certificats était de 15 %. En 2009, elle était de 20 %, en 2010, de 40 % et, selon les estimations, elle serait de 60 % en 2011 et de 100 % en 2012 si on continue le système actuel.

C'est un marché qui n'a plus rien à voir avec le mécanisme de soutien initialement prévu. C'est en fait un mécanisme de soutien par les consommateurs belges du développement d'électricité verte en Norvège, en Suède et en Finlande! La CREG a estimé que si l'on supprimait cette exonération, la cotisation fédérale par mégawatheure passerait de 5,26 euros à 3,09 euros, ce qui représente environ 8 euros par an d'économie par ménage, car une suppression de l'exonération permettrait de baisser la cotisation fédérale moyenne. Je l'ai donc proposée mais la majorité ne l'a pas retenue dans le cadre de la loi portant des dispositions diverses. J'ai réintroduit cette proposition dans le troisième paquet; elle reviendra donc bientôt au Parlement.

L'incident est clos.

Président: David Clarinval.

04 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la libéralisation du marché de l'énergie et le troisième paquet" (n° 2065)

04.01 Peter Logghe (VB): La position de quasi-monopole d'Electrabel ne date pas d'hier. Nuon, qui détient 5 % de parts de marché, se plaint de la forte concentration sur le marché énergétique.

Quelles seraient les conséquences pour le marché belge si Nuon quittait notre pays? Pourquoi les autorités publiques ont-elles uniquement négocié avec les acteurs historiques du marché à l'époque de la Pax Electrica? Le marché est-il suffisamment transparent pour accueillir d'éventuels nouveaux acteurs? Où en est la transposition en droit belge du troisième paquet? Est-il exact que Nuon n'a reçu aucune information à ce sujet, comme il le prétend?

04.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Le marché belge est encore très concentré, plus particulièrement au niveau de la production. Le fait que Nuon ait pu gagner en importance en tant que nouvel acteur sur le marché démontre toutefois qu'il est possible pour ces nouveaux acteurs, du moins au niveau des livraisons, de s'établir sur la marché.

Nuon va se retirer de notre pays mais cette décision stratégique n'est aucunement liée à la concurrence sur notre marché. L'entreprise souhaite se concentrer sur des marchés à forte croissance comme les Pays-Bas, l'Allemagne et la Pologne.

Le gouvernement a négocié avec les propriétaires des centrales nucléaires pour qu'ils cèdent une partie de

la capacité de production en Belgique et qu'ils investissent dans les sources d'énergie renouvelable, pour qu'ils maintiennent les centres décisionnels en Belgique et pour qu'ils cèdent une partie de la rente nucléaire estimée. Si cette rente n'est pas partiellement transférée, la taxe nucléaire sera d'application. Il n'y a pas lieu de négocier avec d'autres opérateurs, la loi sur l'électricité s'applique à tous.

Il n'y aura pas de négociations avec les sociétés d'électricité concernant la transposition du troisième paquet. Le gouvernement doit le transposer le plus fidèlement possible, cela ne souffre aucune discussion. Cette transposition créera un meilleur *level playing field* en Belgique. Les projets de loi seront examinés par le Conseil des ministres en mars.

04.03 Peter Logghe (VB): Je partage les espoirs du ministre, mais moins naïvement. Je ne vois pas d'autres entreprises se précipiter sur notre marché.

L'incident est clos.

05 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les véhicules fonctionnant au GNC" (n° 2066)

05.01 Peter Logghe (VB): Le GNC (gaz naturel comprimé) constitue une solution sérieuse, bon marché et non polluante en remplacement des combustibles fossiles. Or les stations-services où on peut faire le plein de GNC sont rares.

Pourquoi les pouvoirs publics n'optent-ils pas pour un parc automobile fonctionnant au GNC? Quels obstacles s'opposent, en Belgique, à un passage massif à ce carburant? Des projets sont-ils développés, au niveau fédéral, pour le promouvoir grâce à la recherche et au développement?

05.02 Paul Magnette, ministre (en néerlandais): L'utilisation du gaz naturel pour la propulsion de véhicules constitue effectivement une technique respectueuse de l'environnement. Elle est déjà relativement bien intégrée en Italie, en Espagne et en Allemagne. La Commission européenne a publié une directive en la matière le 6 juin 2006. Dans le cadre des objectifs climatiques 2020, l'utilisation du GNC a encore pris de l'importance pour la Commission européenne.

L'utilisation du GNC est testée depuis plusieurs années à Bruxelles, Anvers et Liège sur des bus urbains et des camions poubelles. La technologie n'étant pas encore tout à fait au point, son utilisation a été soit arrêtée soit fortement réduite.

La mise en œuvre de cette technologie est toutefois parfaitement possible, mais il faut tout d'abord clarifier les choses concernant les accises auxquelles ce carburant sera soumis. L'absence de l'infrastructure nécessaire constitue un second obstacle. Il faut d'urgence améliorer et compléter l'arrêté royal du 9 juillet 1997 qui comporte en effet des imprécisions techniques.

Un *core group* informel qui réunit les fédérations privées belges concernées a pour objectif final une campagne de promotion organisée au niveau fédéral et destinée aux niveaux régional et local. Des incitants seront effectivement nécessaires. De tels incitants relèvent de la compétence du secrétaire d'État à la Mobilité.

L'incident est clos.

Président: Kristof Calvo.

06 Question de Mme Karin Temmerman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "des problèmes techniques relatifs à l'envoi d'attestations de client protégé" (n° 2083)

06.01 Karin Temmerman (sp.a): Le secrétaire d'État, M. Delizée, m'a dit d'adresser ma question relative au statut de client protégé au ministre Magnette.

Les clients protégés paient les prix sociaux maximaux pour le gaz et l'électricité. Depuis le 1^{er} janvier 2011, le SPF Sécurité sociale envoie les attestations requises aux fournisseurs par courrier électronique. Toutefois,

des problèmes techniques viennent parfois entraver ce processus. Ainsi, certains clients protégés ont dû payer le tarif plein au cours des derniers mois. M. Delizée m'a fait savoir précédemment qu'une réunion de travail devait avoir lieu à ce sujet le 12 janvier.

Quels en ont été les résultats? Les personnes qui ont payé des factures trop élevées seront-elles remboursées de la différence?

06.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Au cours de la concertation du 12 janvier, le SPF Économie, la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, le SPF Sécurité sociale, la direction générale Personnes handicapées, les organisations représentantes des CPAS et le SPP Intégration sociale ont décidé de mieux coordonner leurs activités et d'optimiser leur communication. L'octroi automatique du tarif social ainsi que le rôle des attestations ont également fait l'objet de précisions.

En ce qui concerne cet octroi automatique, le SPF Économie a mis au point un système informatique qui compare les données du demandeur avec celles du Registre national. En cas de différence trop notable, le système n'applique pas le tarif social. Il ne s'agit dès lors pas tant de problèmes techniques que d'un risque trop important d'erreurs en cas de traitement automatisé des données des clients concernés. Le SPF Économie doit en effet veiller à ce que le tarif social soit octroyé aux personnes qui en ont besoin.

Une attestation sur support papier est encore envoyée aux personnes dont les données ne peuvent être traitées automatiquement, par l'intermédiaire de l'organisme social qui leur verse une allocation. Il suffit de remettre cette attestation au fournisseur pour pouvoir bénéficier du tarif social, tel qu'il est clairement expliqué dans la lettre accompagnatrice.

Des procédures visant à améliorer la qualité des données sources ont déjà été élaborées en collaboration avec les fournisseurs et les organismes sociaux. Il en résultera que le nombre de personnes dont les données ne peuvent être traitées automatiquement ne cessera de diminuer. Le fournisseur énergétique appliquera toujours le tarif social avec effet rétroactif.

06.03 Karin Temmerman (sp.a): Cette dernière information me réjouit plus particulièrement.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le stockage de gaz à Loenhout" (n° 2198)**
- **M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la capacité de stockage de Gazprom" (n° 2424)**

07.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Le premier ministre démissionnaire, M. Yves Leterme, se rallie expressément aux projets de coopération entre Fluxys et Gazprom à des fins de stockage de gaz russe à Loenhout et à Zeebrugge. Le contrat devrait être signé en avril. Selon moi, sachant que le gouvernement se trouve en affaires courantes, la conclusion de ce contrat requiert une modification de la loi en ce sens que Fluxys est tenu de réserver sa capacité de stockage aux distributeurs publics.

Ne serait-il pas préférable d'organiser une adjudication publique concernant cette capacité?

Le premier ministre est-il disposé à permettre au Parlement d'avoir son mot à dire dans ce dossier? Prendra-t-il une initiative dans le cadre des affaires courantes?

L'État belge peut-il décider sans plus de permettre à une entreprise d'avoir accès à cette capacité? La réduction de la capacité de stockage a-t-elle une incidence sur les fournisseurs nationaux privilégiés? Y aura-t-il des répercussions sur le prix du gaz pour les consommateurs?

07.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Le protocole d'accord conclu entre les entreprises de gaz russes et belges revêt un caractère conditionnel, étant donné que l'éventuelle poursuite de la mise en œuvre

nécessite effectivement une adaptation de la loi sur le gaz. Une proposition de loi devra être déposée au Parlement à cet effet. Les études de faisabilité ne constituent qu'une première étape de l'étude. Elles pourront être suivies d'un plan d'affaires concret et de contrats synallagmatiques.

Fluxys est parfaitement conscient du fait que l'attribution de la capacité de stockage doit répondre au principe de non-discrimination et de transparence. L'idée n'est donc pas d'accorder un traitement de faveur à une entreprise mais de réserver prioritairement une partie du volume de stockage aux fournisseurs qui entrent en ligne de compte, proportionnellement à leur part de marché dans la distribution publique. La partie complémentaire de la capacité de stockage peut ensuite être ouverte à l'ensemble des acteurs du marché.

La répartition peut être fixée par une loi. Je constate que les fournisseurs remplissent leurs obligations de service public de manière plus flexible en raison de l'intégration du marché énergétique européen. Ils utilisent davantage les meilleures interconnexions internationales et les possibilités offertes par les bourses de gaz.

Il n'y a donc aucune diminution de la capacité de stockage offerte. L'objectif est de permettre à tous les fournisseurs et à tous les producteurs d'accéder au point de stockage à Loenhout, de sorte que celui-ci soit utilisé au maximum. Le gaz naturel obligatoirement stocké pourra être utilisé pour la distribution publique en cas de crise. L'ouverture du stockage augmente donc la sécurité d'approvisionnement.

Les tarifs en vigueur pour le stockage du gaz à Loenhout sont l'objet d'une régulation. La dynamique d'un marché international ouvert constitue d'ailleurs la meilleure garantie d'avoir des prix concurrentiels pour les matières premières. Les consommateurs n'ont rien à craindre, dès lors, en matière de prix.

Le protocole d'accord s'applique exclusivement à Loenhout et n'a donc aucun lien avec les développements en cours. Fluxys recherche en permanence à exploiter au mieux un sous-sol géologiquement adéquat.

Les services du terminal de GNL à Zeebrugge qui sont destinés aux parties n'ayant pas conclu de contrat à long terme, sont accessibles sur les marchés primaires pour une quinzaine de slots par an et sur le marché secondaire pour 10 % des déchargements. Un deuxième embarcadère est prévu pour développer plus avant le marché primaire. La faisabilité d'un cinquième réservoir de stockage dépendra des évolutions à Rotterdam et à Dunkerque.

07.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Les préaccords ne portent donc que sur les études de faisabilité, et cela me rassure quelque peu. Le législateur doit pouvoir jouer son rôle et la capacité de stockage doit être présentée en toute transparence. Je me félicite de ce que le fonctionnement du marché puisse apparemment encore renforcer la sécurité d'approvisionnement.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Bert Wollants au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la contribution de 12 millions d'euros du secteur pétrolier" (n° 2339)**

- **M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les relations diplomatiques de notre pays avec le Qatar, le compte d'attente de 12 millions d'euros et l'Institut fédéral de l'Énergie" (n° 2425)**

08.01 Bert Wollants (N-VA): En 2006, compte tenu du prix élevé du pétrole, le gouvernement Verhofstadt avait décidé d'octroyer une réduction sur la facture de mazout des ménages.

La somme de 12 millions d'euros prévue à cet effet est-elle toujours inscrite sur un compte en attente? Dans la négative, qu'en est-il advenu dans l'intervalle? Quelles possibilités d'affectation de ce montant sont-elles actuellement à l'examen? Il avait notamment été question d'un institut de recherche. Cet organe sera-t-il créé et selon quelles modalités? À quelles conditions le montant cité devra-t-il être remboursé au secteur pétrolier, dans la mesure où celui-ci évoque un emprunt? Ne serait-il pas préférable de consacrer ces fonds à des mesures plus substantielles en matière d'économie d'énergie?

08.02 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Aux actualités, nous avons appris qu'il existerait un projet de transport d'eau douce dans les water-ballasts vides des méthaniers battant pavillon qatari. Il serait en outre

question de mettre en place un institut de l'énergie, là aussi en collaboration avec le Qatar, afin d'utiliser utilement aux fins du financement de la réduction sociale la cotisation de 12 millions d'euros versée par le secteur pétrolier.

Ce montant a-t-il été consacré à des projets de recherche ou à des mesures socio-économiques, ou bien se trouve-t-il toujours sur ce compte d'attente? Ces projets de création d'un institut belge de l'énergie sont-ils encore à l'ordre du jour et, dans l'affirmative, quelles seront ses missions?

08.03 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): L'intégralité de ces 12 millions d'euros se trouve toujours sur un compte d'attente du SPF Économie. Placer cet argent sur un autre type de compte est juridiquement impossible. Il s'agit d'une contribution obligatoire, non d'un prêt.

La question de la création d'un institut de l'énergie n'est plus à l'ordre du jour depuis un certain temps déjà. Il a été décidé de créer un fonds destiné à soutenir les économies d'énergie au sein de groupes cibles spécifiques. Les négociations en la matière sont encore en cours.

La piste de réflexion relative à la fourniture d'eau douce au Qatar se trouve toujours au stade de l'étude de faisabilité. Les entreprises privées et les autorités régionales concernées doivent encore conclure un certain nombre d'accords. Les négociations y relatives se déroulent parallèlement à d'autres négociations menées à l'échelon fédéral dans le but de mettre éventuellement sur pied une collaboration technologique avec le Qatar. Cette collaboration ne prendrait pas nécessairement la forme d'un institut.

08.04 Bert Wollants (N-VA): Le ministre compte donc prendre une initiative en vue de mettre en œuvre une politique sociale en matière énergétique mais il est également impératif de faire preuve d'efficacité et de prévoir une harmonisation optimale car les Régions prennent elles aussi certaines initiatives sur ce plan.

08.05 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Effectivement, la réflexion est menée et le travail est accompli dans deux directions, ce qui est de nature à faire naître des tensions communautaires.

La situation en ce qui concerne la contribution de 12 millions du secteur du mazout est un peu comparable à la rente nucléaire. Je voudrais éviter que dans quelques années, ces 250 millions soient eux aussi placés sur un compte d'attente. Quant à toutes ces mesures d'accompagnement bien intentionnées d'inspiration sociale ou écologique, elles ne contribuent pas davantage à un bon fonctionnement du marché de l'énergie.

Il est très curieux que la Belgique – qui est, si l'on en croit la Commission européenne, le seul pays du Nord-Ouest de l'Europe qui risque d'être confronté à un manque d'eau douce au cours des cinquante prochaines années – envisage d'exporter de l'eau. J'espère que l'étude de faisabilité clarifiera cette question.

L'incident est clos.

09 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'amende de 360 millions d'euros infligée à Electrabel" (n° 2401)

09.01 Peter Logghe (VB): La CREG, l'organisme chargé de surveiller la formation des prix de l'énergie, n'a pas été en mesure de déterminer les marges bénéficiaires d'Electrabel sur la base des données fournies par la société le 3 janvier. Electrabel n'aurait encore fourni aucune information complémentaire en la matière, en dépit de l'amende de 360 millions d'euros qu'elle encourt.

Pour quand Electrabel devra-t-elle avoir répondu aux questions posées par la CREG? Existe-t-il des voies de recours? L'amende sera-t-elle automatiquement réclamée? Comment faut-il comprendre le refus d'Electrabel? Quels éléments nous empêchent de doubler ou de tripler la taxe nucléaire sur la base de ce refus? M. Reynders a proposé récemment de porter la taxe nucléaire à 500 millions d'euros. Cette position est-elle partagée par le gouvernement? Quelle base juridique la CREG peut-elle invoquer pour forcer Electrabel à payer cette amende?

09.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Le gouvernement n'a plus négocié directement avec Electrabel depuis qu'il est chargé des affaires courantes. Je ne puis intervenir dans un litige entre Electrabel et la CREG. Si une entreprise ne communique pas les données requises, la CREG peut, après une mise en

demeure et une audition éventuelle, infliger une amende dont le montant ne pourra pas excéder 3 % du chiffre d'affaires. Il est possible d'introduire un recours contre cette décision. Ce recours peut être suspensif si certaines conditions sont respectées.

Electrabel affirme ne pas pouvoir fournir toutes les données exigées par la CREG. Ce point ne peut aucunement être lié à la question de la redevance nucléaire, que le gouvernement a fixée à 250 millions d'euros. Le 9 février, des auditions de la CREG, de la Banque Nationale et des producteurs seront consacrées au calcul de cette rente.

09.03 Peter Logghe (VB): Dans le projet de loi, il s'agissait d'une sanction s'élevant au maximum à 2 % du chiffre d'affaires au lieu de 3 %, c'est donc un léger recul.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Karine Lalieux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le respect et le contrôle du respect de la nouvelle loi relative aux pratiques du marché et à la protection des consommateurs" (n° 2344)

10.01 Karine Lalieux (PS): Le 6 avril 2010, nous avons voté une nouvelle loi relative aux pratiques du marché et à la protection des consommateurs. Cependant, des consommateurs se plaignent de la non-application du tarif d'appel lorsque l'appel concerne l'exécution du contrat conclu et pas une plus-value. Quand on signe un contrat avec un opérateur téléphonique, je pense qu'il faudrait y mentionner les droits du consommateur au sujet des appels.

Des enquêtes régulières sont-elles effectuées auprès des opérateurs et des entreprises? Le service Médiation du SPF Économie a-t-il reçu des plaintes?

10.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): En 2010, la DG Contrôle et Médiation du SPF Économie a reçu 8 plaintes au sujet du tarif téléphonique facturé pour le service après-vente. En mars 2009, une enquête nationale a été organisée où 27 opérateurs de télécommunication, 3 télé distributeurs et 9 prestataires de service ont été contrôlés. Seules 2 infractions ont été constatées. Elles ont donné lieu à un procès-verbal d'avertissement.

La DG Contrôle et Médiation n'est pas compétente concernant les longs délais d'attente aux services après-vente.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la cotisation fédérale sur les factures d'électricité" (n° 2411)

11.01 Rita De Bont (VB): Le ministre souhaiterait mettre fin à l'exonération des cotisations pour les consommateurs d'énergie verte afin de contribuer au Fonds Kyoto et au fonds de dénucléarisation, et cela parce que les fournisseurs d'énergie peuvent légalement abuser du système.

N'est-il toutefois pas possible de maintenir ces exonérations pour les producteurs d'énergie verte nationaux de bonne foi et de les supprimer pour les certificats achetés à l'étranger? Combien de consommateurs participeraient encore aux frais si l'on supprime l'exonération des cotisations pour les certificats achetés à l'étranger?

11.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Une exonération sur la base des certificats verts est effectivement préférable à une exonération sur la base des certificats d'origine, parce que cela nous permet

de vérifier si l'exonération concerne bien de l'énergie produite en Belgique. Le système doit toutefois être examiné préalablement au sein d'Enover et être conforme aux règles du marché intérieur européen. En ce qui concerne la contribution au Fonds Kyoto et à la dénucléarisation, il faut tenir compte du fait que le système pourrait devenir caduc s'il n'est pas adapté. En 2009, la part d'énergie verte belge s'élevait à quelque 6 %, alors que conformément à l'actuel système d'exonération fondé sur les certificats d'origine, 60 % de la production électrique sera de l'électricité verte.

11.03 Rita De Bont (VB): Il s'agit effectivement d'une énorme différence et je me félicite que l'on essaie de mettre fin à cette fraude légale. Il faut éviter que les vrais producteurs d'énergie verte soient sanctionnés.

L'incident est clos.

12 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les suppléments persistants sur les réservations en ligne" (n° 2434)

12.01 Peter Logghe (VB): De nombreuses compagnies aériennes ne respectent pas scrupuleusement les règles et facturent aux clients toutes sortes de suppléments qui n'avaient pas été annoncés. En cas de réservation électronique, des coûts supplémentaires sont actuellement facturés pour la réservation elle-même ainsi que pour son traitement administratif. Si auparavant, seule Ryanair avait recours à ces pratiques, actuellement, la totalité des compagnies en usent. Les suppléments peuvent atteindre 20 % du coût total des billets.

Le ministre a-t-il connaissance de ces pratiques? Ces dernières ne sont-elles pas contraires à la réglementation européenne? A-t-on déjà enregistré des plaintes à ce sujet? Quelles mesures le ministre peut-il prendre pour lutter contre ces pratiques? Prend-on également des initiatives sur le plan européen?

12.02 Paul Magnette, ministre (en néerlandais): Je suis bien évidemment au courant de ces pratiques. De tels suppléments sur des billets d'avion ne constituent pas une nouveauté et ont toujours eu trait aux réservations en ligne. Je renvoie à ma réponse de début novembre 2009 sur ce problème.

La législation européenne prévoit que si un consommateur est invité à faire des achats, il doit avoir à sa disposition toutes les informations. Selon l'article 23 du règlement européen relatif aux compagnies aériennes, le prix définitif doit être indiqué, y compris toutes les taxes et tous les suppléments.

La plupart des compagnies publient sur leur site internet et sur le même écran le prix de base du vol et le montant total. La direction générale Contrôle et Médiation a reçu en 2010 une vingtaine de plaintes. Je ne dispose pas d'informations sur le nombre de plaintes qui ont été déposées auprès de la direction générale Transport aérien du SPF Mobilité.

Étant donné la situation politique dans notre pays, le projet de transposition de l'article 23 du règlement européen dans la législation belge n'a pas encore été déposé. Sur le plan européen, un groupe de travail d'experts procède à l'évaluation de la disposition.

12.03 Peter Logghe (VB): Je m'informerai auprès du SPF Mobilité pour connaître le nombre de plaintes déposées. Sous la législature précédente, il avait été proposé au sein de cette commission de rendre publics les noms des compagnies aériennes qui ne respectent pas ces règles. Je vérifierai si nous ne pouvons prendre nous-même une initiative afin de mettre en œuvre la réglementation européenne.

L'incident est clos.

13 Questions de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "AstroContact" (n°s 2261 et 2495)

13.01 Sarah Smeyers (N-VA): Tout comme les jeux téléphoniques diffusés sur la chaîne de télévision VTM, le programme *AstroContact* a également été retiré temporairement de la chaîne en 2009. Malgré le fait que certaines plaintes étaient fondées, l'émission a été reprogrammée par la suite et actuellement elle est diffusée sur VTM, VT4 et VIJFtv.

AstroContact semble a priori moins dangereux que les jeux téléphoniques et en tout état de cause moins onéreux. Un appel téléphonique ne coûte qu'un euro au lieu de deux. La question se pose toutefois de savoir si l'on contrôle minutieusement que le prix maximum soit clairement communiqué au téléspectateur pendant chaque émission.

Tous les appelants sont-ils informés du fait qu'ils paient aussi pour les textos qu'ils reçoivent et pas uniquement pour ceux qu'ils envoient? Comment cela leur est-il communiqué?

Manifestement, les appelants sont tenus au téléphone pendant de longues minutes avant d'être mis en communication avec une voyante. La durée de ces appels téléphoniques est-elle plafonnée? Est-il expliqué lors de chaque émission aux appelants vers qui ils peuvent se tourner s'ils ont l'impression d'avoir été dupés et souhaitent pour cette raison déposer une plainte?

13.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): La direction générale Contrôle et Médiation a déjà entamé en la matière une enquête contradictoire et elle prendra les mesures appropriées sur la base de cette enquête.

L'article 50 de l'arrêté royal du 27 avril 2007 prévoit que seuls les numéros 0905, où un maximum de 2 euros par appel est facturé, peuvent être utilisés aux fins de programmes récréatifs comme *AstroContact*. Indépendamment du délai de mise sur une liste d'attente des appelants, le montant à payer est donc limité à un maximum de 2 euros par appel. En aucune manière il n'est fait mention d'une quelconque instance à laquelle des personnes dupées pourraient s'adresser pour déposer une plainte.

13.03 Sarah Smeyers (N-VA): Comme dans le cas des jeux téléphoniques, nous sommes à nouveau en présence ici d'une arnaque pure et simple de consommateurs crédules et je pense donc qu'en cette matière également, décréter une interdiction serait la meilleure solution.

L'incident est clos.

14 Questions jointes de

- **M. Bert Wollants au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le filet de sécurité pour contrer l'augmentation des prix" (n° 2436)**
- **M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le plafonnement des prix du gaz et de l'électricité" (n° 2489)**

14.01 Bert Wollants (N-VA): Le ministre a l'intention de mettre en place un filet de sécurité pour empêcher toute majoration disproportionnée des prix sur le marché de l'énergie. Les majorations de prix ne seraient alors possibles qu'après accord de la CREG, ce qui requiert une adaptation de la loi sur l'électricité et le gaz.

Quelles mesures le ministre envisage-t-il précisément de prendre? La CREG dispose-t-elle des outils nécessaires pour pouvoir calculer et comparer correctement les prix? La situation s'améliorera-t-elle sur ce plan une fois que le troisième paquet énergie aura été transposé? Une telle réglementation est-elle bien envisageable dans le cadre des règles européennes en matière de concurrence? Cette réforme est-elle bien licite dans le contexte actuel des affaires courantes?

14.02 Peter Logghe (VB): Les fluctuations très sensibles de nos prix du gaz et de l'électricité sont atypiques dans la zone euro. Le ministre affirme qu'il est déterminé à contraindre les fournisseurs d'électricité à jouer cartes sur table en matière de tarifs. Je pensais qu'ils devaient déjà les soumettre à la CREG.

Où se situe la différence? Quid si les informations dont la CREG dispose sont insuffisantes pour lui permettre de statuer en connaissance de cause sur la question de savoir si les tarifs sont déraisonnablement élevés? Quelles sanctions le ministre compte-t-il prévoir? Comment sa proposition visant à mettre en place un filet de sécurité a-t-elle été accueillie au sein du gouvernement?

14.03 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Des dispositions ont été prévues pour protéger les clients résidentiels dans le cadre de la transposition du troisième paquet énergie. Les fournisseurs devront communiquer à la CREG toute modification des prix quatre semaines à l'avance. Un comité composé de

membres de la CREG, de la Banque Nationale, de la direction générale Énergie, du Conseil Central de l'Économie et du Conseil de la concurrence devra ensuite déterminer si les prix reflètent les coûts raisonnables du marché. Si le comité et les fournisseurs ne peuvent convenir d'un plafond pour les prix, le Roi pourra fixer un accord en la matière après en avoir délibéré en Conseil des ministres.

La CREG dispose de l'expertise et des connaissances requises concernant le marché de l'énergie. Elle peut exiger des fournisseurs qu'ils lui communiquent les informations dont elle a besoin et peut infliger des amendes administratives.

Le système proposé est déjà appliqué aux Pays-bas et n'a pas été contesté par les autorités européennes.

Ces règles s'inscrivent dans le cadre des objectifs contenus dans le troisième paquet énergie et visant à accroître la transparence et la concurrence du marché.

14.04 Bert Wollants (N-VA): La fixation des prix est plus complexe qu'il n'y paraît a priori. Il n'est ainsi pas évident de parler "d'un prix belge". Il ressort d'une étude de la VREG qu'il existe une grande différence de prix entre les Régions. Celles-ci fixent en effet une grande partie du prix en raison du service public qu'elles imposent. Je pense en outre aux certificats d'énergie verte qui sont facturés dans les prix du réseau de transport. Il n'est pas évident de procéder à une telle facturation à l'étranger. Selon la Banque Nationale, ce filet de sécurité proposé par le ministre ne serait par ailleurs pas nécessaire si le marché était plus concurrentiel.

14.05 Peter Logghe (VB): La création d'un nouveau comité constitue la seule différence avec la situation actuelle. Je me demande si un comité supplémentaire permettra de conclure un accord plus rapidement.

L'incident est clos.

15 Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "des tarifs de réseau élevés" (n° 2438)

15.01 Rita De Bont (VB): Les entreprises et les particuliers belges payent énormément pour leur électricité et nous devons, par conséquent, prendre des mesures sociales. Une des causes de ces prix exorbitants serait les tarifs extrêmement élevés du transport de l'électricité dans notre pays.

Comment peut-on expliquer ces prix élevés? À quoi consacre-t-on les revenus des réseaux de transport?

15.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): L'étude statistique la plus élaborée et la plus fiable sur le sujet est celle du réseau européen des gestionnaires de transport. Cette étude montre clairement que les tarifs en vigueur en Belgique correspondent parfaitement à la moyenne européenne. De plus, il s'agit en l'occurrence d'une matière complexe, dans laquelle la comparaison de nombreux facteurs divergents se révèle difficile.

Cette comparaison ne prend pas en considération d'autres éléments importants tels que la qualité du réseau et des services, la densité du réseau et la distance à parcourir depuis les lieux de production. Les problèmes de congruence que nous connaissons en Belgique ne sont en tout état de cause pas attribuables au niveau prétendument élevé des tarifs de transport.

15.03 Rita De Bont (VB): Mes propos se rapportaient au prix par mètre. Les distances à parcourir ne sont pas très élevées dans notre petit pays à forte densité de population. En tout cas, ces prix incluent à mon sens un grand nombre d'éléments qui ne devraient pas être incorporés aux tarifs du réseau de transport. Nous continuerons à suivre cette évolution avec attention. Pour ma part, je poserai une question écrite à ce sujet.

L'incident est clos.

16 Question de M. Olivier Deleuze au ministre du Climat et de l'Énergie sur "des fûts de déchets nucléaires défectueux" (n° 2555)

16.01 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): La semaine dernière, vous nous avez dit que le comptage de l'ensemble des fûts avait été effectué, que 3 % étaient défectueux et que la solution adoptée serait de placer ces colis dans un caisson de dépôt final cimenté dans l'installation de post-conditionnement.

Combien de fûts ont-ils été inspectés? Est-ce le total des fûts de déchet A entreposés à Mol/Dessel? Combien sont défectueux? De quels types de fûts de déchets s'agit-il? Quels sont les problèmes rencontrés? Quelles solutions vont être adoptées? Est-ce le cimentage pour tous? Combien cela va-t-il coûter? Qui va payer? Les fûts non conformes et les fûts intacts sont-ils placés dans les mêmes bâtiments?

16.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): 40 413 colis ont été inspectés entre 2003 et le 31 décembre 2010. Ces colis sont entreposés dans les bâtiments d'entreposage 150, 151, 155, 127 sur le site BP1 et 270 sur le site BP2.

Les colis entreposés dans les casemates 1, 2 et 3 du bâtiment 127 sont les déchets dits "Eurobitume" et ceux entreposés dans le bâtiment 129, les déchets dits "Vert PAMELA", font l'objet d'une inspection globale télécommandée puisque l'accès direct à cette installation n'est pas admis.

En ce qui concerne les colis de déchets vitrifiés entreposés dans le bâtiment 136, ceux-ci ne font pas l'objet du programme d'inspection visuelle, car faisant déjà l'objet du programme d'inspection prévue par les règles générales pour les colis acceptés par l'ONDRAF.

Au 31 décembre 2010, le nombre total de colis de déchets conditionnés toutes catégories confondues, entreposées dans l'ensemble des bâtiments d'entreposage sur le site de Belgoprocess s'élevait à 57 403. Au 31 décembre 2010, 1 671 colis de déchets conditionnés étaient jugés non conformes par l'ONDRAF.

Les colis jugés non conformes présentent des phénomènes de corrosion au niveau de l'emballage primaire et des déformations de la matrice. Il est à noter que ces non-conformités ne présentent aucun danger.

Pour les colis de déchets bitumés provenant de l'ancien département "Waste" du SCK-CEN, la solution consiste à placer ces colis dans un suremballage suivi de leur mise en entrepôt en attendant leur mise en dépôt final. Après suremballage et mise en entrepôt, certains de ces colis feront l'objet d'un suivi dans le temps pour vérifier leur comportement et leur stabilité.

Pour les colis contenant des déchets cimentés de faible et moyenne activité et à courte durée de vie, la solution envisagée consiste à maintenir ces colis en entrepôt et à assurer un suivi régulier tout en veillant à maintenir la sécurité des entrepôts en attendant la mise en exploitation du dépôt final des déchets.

S'agissant des colis de déchets bitumés de moyenne activité, colis dits "Eurobitum", un système de séchage à l'air a été installé dans le bâtiment où ces colis sont entreposés afin de limiter au maximum toute corrosion ultérieure.

Pour ce qui est des colis présentant des signes de gonflement, une étude et un programme expérimental ont été lancés par l'ONDRAF en vue d'analyser les phénomènes se trouvant à l'origine des gonflements et de prévoir leur évolution. Les résultats permettront de définir les actions à entreprendre.

Les coûts des opérations sont à charge des responsables financiers, à savoir principalement les passifs nucléaires BP1 et BP2 et Electrabel. Pour les colis cimentés corrodés, la solution mentionnée n'entraîne pas de coût supplémentaire. Quant aux colis bitumés provenant de l'ancien département "Waste" du SCK-CEN, le coût de la solution avait été estimé en 2006 à 75 000 euros. Pour les colis dits "Eurobitum", les coûts de la solution à développer dépendront des activités à mener en fonction des résultats de l'étude en cours.

Les colis jugés non conformes sont entreposés dans les mêmes bâtiments que ceux où sont stockés les colis conformes. Toutefois, ils sont isolés de ceux-ci. Pour les colis "Eurobitum", entreposés dans le bâtiment

127, une telle isolation n'apparaît actuellement pas nécessaire.

L'incident est clos.

17 Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'avenir des passifs nucléaires" (n° 2607)

17.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Notre pays a déjà constitué une réserve de 5,8 milliards d'euros pour le stockage à long terme des déchets nucléaires et le démantèlement des centrales nucléaires. Ce montant a été inscrit au fonds Synatom, une filiale d'Electrabel qui gère les passifs nucléaires.

Le fonctionnement de Synatom fait l'objet de critiques, parce que l'argent n'est pas placé directement sur un compte mais est prêté à Electrabel par une opération comptable. En 2009, l'ONDRAF a été chargé d'examiner cette construction et de formuler des recommandations. Le rapport a été présenté au début de cette année et a révélé que les règles actuelles régissant la disponibilité et la gestion des passifs nucléaires sont dépassées. Une table ronde réunissant tous les acteurs nationaux et internationaux, au cours de laquelle on examinerait deux scénarios qui devraient permettre une gestion plus efficace de ces passifs, devait également être organisée à court terme.

Où a-t-on investi les 5,8 millions d'euros des passifs nucléaires? Dans quel délai l'argent sera-t-il à nouveau réellement disponible, cessant d'être une réalité purement comptable? En quoi consistent les deux scénarios proposés en vue d'accroître l'efficacité de la gestion des passifs? Le ministre nous informera-t-il de l'évolution en la matière? Combien de temps sera nécessaire à l'élaboration du nouveau cadre réglementaire pour la gestion des passifs nucléaires? Ce cadre peut-il être défini par un gouvernement en affaires courantes?

17.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Fin 2010, les provisions nucléaires contenues sur le compte de Synatom s'élevaient à 6,1 milliards d'euros, dont 2,2 milliards destinés au démantèlement des centrales nucléaires et 3,9 milliards pour la gestion des matières fissiles irradiées.

Une part maximale de 75 % de ces provisions peut faire l'objet d'un prêt aux exploitants des centrales nucléaires, à savoir Electrabel et SPE. Les 25 % restants consistent en des prêts à d'autres organisations, des placements à court terme ou un financement interne.

Les provisions constituées au sein d'une entreprise ont toujours un caractère comptable étant donné que les passifs doivent être compensés par les actifs. Or les passifs doivent être placés d'une façon sûre dans l'attente de la réalisation des travaux pour lesquels ces provisions ont été constituées. Ils doivent également générer des recettes qui sont ajoutées aux provisions. En Belgique, nous ne recourons pas à des fonds externes dans le cadre de ces provisions.

Les deux scénarios sont un système dans lequel les fonds sont internalisés ou un système basé sur la création d'un fonds externe. Les deux solutions doivent offrir les garanties et les possibilités de contrôle requises. Nous réunirons l'ensemble des acteurs concernés les 28 et 29 mars en vue d'examiner ces options. Il va de soi que les résultats de ces réflexions seront communiqués aux membres de la commission. Il est cependant difficile de définir un calendrier précis à cet égard.

17.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Jusqu'à nouvel ordre, la loi prévoit toujours la sortie du nucléaire. Electrabel pourra-t-elle reverser immédiatement au fonds Synatom cet argent prêté compte tenu du montage comptable tout de même très complexe qui a été réalisé?

Le **président**: Le ministre pourrait-il faire parvenir à notre commission le rapport de l'ONDRAF?

17.04 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Je dois en faire la demande à l'ONDRAF.

L'incident est clos.

Président: Willem-Frederik Schiltz.

18 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "une étude néerlandaise sur le

stockage de déchets radioactifs dans les sols argileux" (n° 2430)

18.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Aux Pays-Bas, l'on envisage aussi d'examiner la possibilité de stocker les déchets radioactifs dans un sol argileux.

L'ONDRAF est-il informé de ce projet et le ministre a-t-il une idée de ce qu'il implique concrètement? La mise en place d'une synergie entre les recherches menées par l'ONDRAF, son pendant néerlandais COVRA et le groupe d'études néerlandais est-elle recherchée? Est-il question d'une collaboration plus étendue? Les autorités politiques néerlandaises et belges ont-elles déjà échafaudé dans le passé des projets visant à stocker éventuellement des déchets nucléaires néerlandais sur le territoire belge?

18.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): L'ONDRAF est informé de ces recherches mais cette matière est exclusivement de la compétence des autorités néerlandaises. L'ONDRAF et le COVRA mènent en collaboration des études scientifiques et techniques portant sur le stockage de déchets nucléaires sur leurs territoires nationaux respectifs. Ils participent tous les deux à des projets de recherche et de développement d'Euratom et ils ont conclu entre eux un accord de collaboration dans le but d'étudier la possibilité d'un stockage géologique de déchets radioactifs sur leurs territoires nationaux respectifs. L'ONDRAF a conclu des accords de collaboration analogues avec d'autres agences étrangères. Il n'a reçu aucune demande émanant du COVRA au sujet d'un projet commun de stockage de déchets radioactifs sur le territoire belge.

L'incident est clos.

19 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'exportation du zirconium" (n° 2583)

19.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Le ministre bruxellois, M. Vanraes, a indiqué voici peu, au Parlement bruxellois, qu'une entreprise de la Capitale a livré du zirconium à l'Iran sans autorisation à cet effet. Nous avons déjà parlé souvent de deux infractions à la loi relative aux exportations nucléaires.

Le ministre Vanraes vise-t-il effectivement l'un de ces deux cas? Le ministre peut-il nous retracer la chronologie détaillée de ce dossier? Est-il exact que l'entreprise en question n'a informé aucune instance et qu'elle n'a demandé aucun permis d'exportation ni l'aval des autorités fédérales? Le ministre a-t-il déjà pris des mesures préventives vis-à-vis de cette entreprise? Quand la procédure judiciaire s'achèvera-t-elle? Le ministre a-t-il une vision de toutes les infractions à la loi sur les exportations nucléaires?

19.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Les propos du ministre Vanraes portaient en effet sur le dossier du zirconium. Les 17 et 30 novembre, j'ai déjà fourni à cette commission toutes les informations que je suis en mesure de donner sans mettre en danger l'instruction judiciaire en cours.

Le secrétariat de la CANPAN a été contacté par la cellule Embargo au sujet du paiement d'une facture pour la livraison en Iran de biens contenant du zirconium. À ce sujet, la CANPAN a constaté une infraction à la législation sur les exportations nucléaires. Le 13 mars 2008, j'ai déposé une plainte pénale auprès du parquet et le 13 mai 2010 une plainte avec constitution de partie civile. Depuis que nous avons pris connaissance du dossier, nous avons donc accompli les démarches juridiques nécessaires.

Il est exact que l'entreprise n'a informé aucune instance. Je ne peux rien entreprendre contre cette entreprise, si ce n'est déposer une plainte. Les compétences de la douane peuvent éventuellement être renforcées. Je ne sais pas quand un jugement sera prononcé dans le cadre de l'instruction criminelle. Depuis 1981, deux dossiers seulement ont été transmis à la justice, à savoir celui de l'exportation d'uranium appauvri et celui du zirconium.

19.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Jusqu'à présent, l'accent a principalement été mis sur le dossier de l'uranium appauvri. Il semble à présent que de plus amples informations soient également fournies à propos de ce deuxième dossier. La Commission pour la sécurité nucléaire devra s'atteler à la besogne, afin que le futur gouvernement puisse élaborer un cadre législatif plus strict et développer un meilleur système de contrôle.

L'incident est clos.

20 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'absence d'un accord entre le CEN et l'AFCN à propos de MYRRHA" (n° 2586)

20.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): La semaine dernière, j'ai interrogé Mme Turtelboom sur les aspects de la sécurité dans le cadre du dossier MYRRHA. Elle a déclaré qu'aucun accord n'a encore été conclu entre le CEN et l'AFCN sur la répartition des charges au cours de la période de pré-licence et qu'une concertation a lieu au niveau des cabinets. Le CEN aurait demandé à M. Magnette d'intervenir dans ce dossier.

Est-ce exact? Quelle est la position du ministre? Quelles sont les grandes lignes de la discussion menée au niveau des cabinets? Un accord a-t-il déjà été conclu entre le CEN et l'AFCN? Quand le CEN doit-il recevoir des informations plus précises?

Dispose-t-on d'informations et d'expertise suffisantes pour mettre scrupuleusement en œuvre la phase préparatoire, les critères de sécurité et la licence? Comment l'AFCN acquiert-elle l'expertise nécessaire? Quel est le rôle du CEN en la matière? Dans l'intervalle, des contrats ont été conclus avec le Kazakhstan, la Corée du Sud et la Chine. S'agit-il uniquement de déclarations d'intention ou aussi d'accords financiers? La CANPAN a-t-elle déjà rendu un avis à ce sujet?

Les frais de contrôle à charge de l'AFCN pendant la phase de préparation et l'opérationnalisation font-ils partie de ces accords internationaux ou l'État belge devra-t-il payer la facture?

20.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Le conseil d'administration du CEN et le commissaire du gouvernement ont demandé un avis concernant un projet d'accord entre l'AFCN et le CEN à propos du cadre qui doit être créé pour octroyer une licence au projet MYRRHA. Deux avis juridiques ont été recueillis et ils ont permis d'amender l'accord dont la signature est prévue vendredi prochain.

Dans le cadre de la décision du gouvernement sur MYRRHA, il est vérifié si une licence pourra être obtenue. Ce point doit être confirmé d'ici à la fin de 2014. L'AFCN doit développer encore son expertise dans le domaine des réacteurs rapides. C'est l'un des objectifs de l'accord. Le CEN possède déjà une vaste expérience en la matière et apportera des éléments qui peuvent étayer la demande de licence. L'AFCN se prononcera en dernière instance sur la possibilité d'octroyer une licence.

Des accords ont été conclus avec la Corée du Sud, la Chine et le Kazakhstan; des négociations sont menées avec des pays européens, la Russie et les États-Unis. Une série de propositions d'engagement financier sont analysées. Le CEN veut examiner l'ensemble en détail avant que des engagements soient pris.

La CANPAN ne s'est pas exprimée sur les conventions. L'exploitant devra supporter les coûts, une règle qui s'applique à la totalité des installations nucléaires présentes dans notre pays.

20.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Ma question concernait le coût du contrôle, en particulier le coût généré par la charge de travail supplémentaire pour l'AFCN. Ces frais ne doivent tout de même pas être financés par l'exploitant.

20.04 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Je vais vérifier ce point.

20.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Les conventions n'ont toujours pas été soumises à la CANPAN, alors même que le ministre avait déclaré en novembre en commission que cette démarche était obligatoire. Le CEN n'a-t-il dès lors donné aucune suite à l'appel lancé par le ministre?

20.06 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Il s'agit d'un protocole d'accord. Il serait prématuré de solliciter l'avis de la CANPAN. La CANPAN et l'AFCN devront rendre un avis lorsqu'un accord aura été signé.

20.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Je vérifierai. Ces accords revêtent suffisamment d'importance aux yeux du premier ministre pour qu'il estime nécessaire de monter tout un show médiatique.

20.08 **Paul Magnette**, ministre (*en néerlandais*): Je ne suis pas le premier ministre.

20.09 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Non mais le premier ministre est le chef du gouvernement. Le ministre demande au CEN de soumettre les accords à la CANPAN. Le premier ministre se charge d'en faire la promotion. Je déplore que le CEN ne demande aucun avis à ce sujet.

Dans le projet d'accord, nous rechercherons effectivement un partage des expertises mais je m'interroge sur l'indépendance de l'examen que l'AFCN a consacré à la licence octroyée. Le réacteur MYRRHA est unique au monde, ce qui implique qu'il n'existe quasi aucune expertise concernant ce type de réacteur. L'AFCN devra demander un avis au CEN lui-même. Cela m'inquiète.

Le **président**: Le ministre vérifiera quel surcoût entraînera le contrôle.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 16 h 33.

De vergadering wordt geopend om 14.19 uur en voorgezeten door de heer Peter Logghe.

01 **Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Klimaat en Energie over "de olievoorraden in ons land" (nr. 1996)**

01.01 **David Clarinval** (MR): Een jaar geleden ondervroeg ik u over de voorraden olieproducten in België en deelde u toen mee dat ik bezorgd was over de strategische voorraden. U antwoordde mij toen dat APETRA, de nv van publiek recht die de strategische voorraden aardolieproducten in België beheert, in 2012 de vereiste strategische voorraden zou hebben aangelegd.

De situatie lijkt echter niet gunstig te evolueren, aangezien België nog altijd niet over de strategische voorraden beschikt die volgens de Europese Unie moeten worden aangehouden. Bovendien werd er volgens de algemeen directeur van APETRA eind november 2010 250 miljoen euro uitgetrokken voor de aankoop van olieproducten. Ik concludeer daaruit dat die aankopen nog altijd niet verricht werden.

Dat structurele tekort lijkt terug te gaan tot de oprichting van APETRA. Vóór de oprichting van APETRA werden de nationale voorraden beheerd door de aardoliemaatschappijen, die een vergoeding ontvingen voor de opslagkosten.

Klopt die informatie? Hoe evolueren de olievoorraden in ons land sinds de oprichting van APETRA? Welke conclusies kan men trekken uit de vergelijking van de opslagkosten vóór de oprichting van APETRA en het huidige kostenplaatje voor het beheer van die voorraden?

01.02 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): Vorig jaar zei ik dat APETRA tegen eind 2012 alle verplichte voorraden olieproducten van België zou hebben aangelegd. De vooruitgang die sindsdien geboekt werd, bevestigt dat.

In 2010 kocht APETRA 350.000 ton ruwe aardolie en 300.000 ton aardolieproducten. Er werd 800 miljoen euro uitgetrokken voor die aankopen.

Het bedrag van 250 miljoen euro heeft betrekking op een tweede financiering die APETRA in 2010 had gepland.

Aanvankelijk kon APETRA alleen rekenen op tickets (aankooprechten op voorraden van de oliesector). Aangezien het aanbod lager was dan het volume dat nodig was om aan de voorraadplicht te voldoen, en afhang van de prijsevolutie op de oliemarkten, heeft APETRA besloten voorrang te geven aan de aankoop van voorraden in eigendom. Om deze grote hoeveelheden te kunnen opslaan zijn er nieuwe depots nodig. De eerste werden onlangs in gebruik genomen. Na 20 aanbestedingen beschikt APETRA nu over contracten voor alle opslagcapaciteiten die nodig zijn om het aankoopplan tegen eind 2012 te realiseren.

Bij haar oprichting eind 2007 beheerde APETRA 1,6 miljoen ton in de vorm van tenders, terwijl de oliesector bovendien over een verplichte voorraad van 504.000 ton beschikte. Eind 2008 was APETRA eigenaar van 221.000 ton ruwe olie, van 330.000 ton afgewerkte producten en van 738.000 ton in de vorm van tickets. Eind 2009 had APETRA 750.000 ton ruwe olie en hetzelfde volume aan afgewerkte producten in voorraad. De hoeveelheid in de vorm van tickets bedroeg 1,3 miljoen ton, en de voorraden van de olie-industrie bedroegen nog 288.000 ton. APETRA beheert momenteel een voorraad van 80 dagen en voldoet daardoor voor een groot deel aan de totale nationale voorraadplicht.

Per productcategorie zijn we in orde met de voorschriften voor benzine en zware stookolie. Voor de middeldistillaten hebben we voldoende voorraden voor 72 van de 90 dagen, en na de door APETRA voor 2011 geplande aankopen zouden we deze herfst bijna aan 80 dagen moeten raken. Eind 2010 zullen we dus nagenoeg voor 100 procent aan onze verplichtingen voldoen.

Voor APETRA werd opgericht, bestonden de opslagkosten uit een vergoeding van de oliesector, die gedekt werd door een in de maximumprijsstructuur geïntegreerde bijdrage. De bijdrage van APETRA ligt vandaag 12 procent lager: de overheidsregeling is dus goedkoper dan het privéstelsel.

01.03 David Clarinval (MR): Ik ben blij te vernemen dat de doelstellingen voor 2012 gehandhaafd blijven en dat we voorraden hebben voor 80 dagen. Opdracht volbracht!

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Klimaat en Energie over "de stand van zaken met betrekking tot de betaling van de forfaitaire toelagen stookolie, gas en elektriciteit" (nr. 2146)

02.01 David Clarinval (MR): Voor 2008 en 2009 werden er 1.393.586 aanvragen om een forfaitaire brandstoftoelage (stookolie, gas en elektriciteit) van 105 euro bij uw diensten ingediend. Al die dossiers moesten voor 1 juli 2010 behandeld worden. Voor verscheidene aanvragen zou er nog geen antwoord meegedeeld zijn.

Kan u dat bevestigen? Zo ja, hoeveel dossiers zijn er nog hangende? Wanneer zullen al die toelagen uitbetaald zijn?

02.02 Minister Paul Magnette (Frans): Alle aanvragen waarvan het dossier in orde was, werden afgehandeld. De toelagen werden in 2010 aan de betrokkenen betaald. De resterende dossiers kunnen ondergebracht worden in twee categorieën: de eerste categorie omvat elf dossiers waarvoor Financiën momenteel niet over de vereiste gegevens beschikt om de inkomsten voor het betrokken jaar te kunnen vaststellen, en de tweede omvat aanvragen waarbij de opgegeven rekening afgesloten blijkt te zijn of het opgegeven rekeningnummer niet klopt. Het geld werd wel degelijk gestort, maar werd teruggestort op de rekening van de FOD Economie. Er moet opnieuw contact worden opgenomen met de begunstigden, en daar is men nu voor ongeveer 6.000 aanvragen mee bezig.

02.03 David Clarinval (MR): Ik veronderstel dat diegenen die hun dossier bij mij hebben aangekaart, tot een van die twee categorieën behoren. Ik zal hun dit antwoord meedelen, en erbij zeggen dat ze hun rekeningnummer moeten nakijken en moeten checken of ze wel alle nodige belastinggegevens hebben overgezonden.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Klimaat en Energie over "bepaalde zwakheden van het huidig Belgisch systeem inzake groene electriciteit" (nr. 2238)

03.01 David Clarinval (MR): De federale regulator van de energiesector en de drie gewestelijke regulatoren willen de gedeeltelijke vrijstelling van de federale bijdrage voor groene stroom afgeschaft zien, omdat die vrijstelling bepaalde leveranciers ertoe aanzet hun aanbod te vergroenen door certificaten van oorsprongsgarantie van vooral Scandinavische producenten van hernieuwbare energie aan te kopen. Meestal kopen de Belgische leveranciers enkel dat groene certificaat, maar niet de onderliggende stroom. Het resultaat is dat 40 procent van de in 2009 in België verkochte elektriciteit als groene stroom werd

beschouwd, terwijl die eigenlijk slechts 6 procent van de elektriciteitsproductie in ons land uitmaakte. De vrijstelling voor groene stroom geldt voor het gedeelte van de federale bijdrage dat bestemd is voor de financiering van het federale beleid ter reductie van de emissies van broeikasgassen en voor de denuclearisatie van de nucleaire sites BP1 en BP2, en levert op een totale bijdrage van 4,6 euro/MWh een besparing van 2,5 euro/MWh op, terwijl een certificaat gemiddeld 0,43 euro kost.

Bevestigt u die informatie? Staat de afschaffing van die vrijstelling op de agenda?

03.02 Minister **Paul Maignette** (*Frans*): Het klopt dat de regulatoren mijn aandacht op dit fenomeen hebben gevestigd. Het grensoverschrijdende verhandelen van certificaten van oorsprongsgarantie leidt dan wel niet tot misbruiken – een en ander is immers legaal – maar wel tot het gebruik van die mechanismen om besparingen te realiseren, en dus moet die kwestie aan de orde worden gesteld.

In 2008 bedroeg het aandeel van de als groen beschouwde elektriciteit waarvoor dergelijke certificaten werden aangekocht, 15 procent. In 2009 lag dat cijfer op 20 procent, in 2010 op 40 procent, en volgens de ramingen zou dat aandeel nog verder oplopen tot 60 procent in 2011 en tot 100 procent in 2012, als we het huidige systeem voortzetten.

Die markt heeft niets meer uit te staan met het oorspronkelijke steunmechanisme. Met dit mechanisme steunt de Belgische consument eigenlijk de ontwikkeling van groene stroom in Noorwegen, Zweden en Finland! Als die vrijstelling zou worden afgeschaft, zou de federale bijdrage per MWh volgens de CREG dalen van 5,26 euro tot 3,09 euro. Dat komt neer op een besparing van 8 euro per jaar per gezin, want door het schrappen van de vrijstelling kan de gemiddelde federale bijdrage worden verlaagd. Ik heb dat ook voorgesteld, maar de meerderheid heeft dat niet willen inschrijven in de wet houdende diverse bepalingen. Ik heb dat voorstel nu opnieuw ingevoegd in het derde pakket; het zal eerdaags weer ter tafel komen in het Parlement.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: David Clarinval.

04 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "de vrijmaking van de energiemarkt en het derde pakket" (nr. 2065)

04.01 **Peter Logghe** (VB): De bijna-monopoliepositie van Electrabel is een oud zeer. Ook Nuon, dat een marktaandeel van 5 procent heeft, klaagt over de sterke concentratie op de energiemarkt.

Wat zouden de gevolgen zijn voor de Belgische markt als Nuon zich terugtrekt uit ons land? Waarom heeft de overheid ten tijde van de *Pax Electrica* enkel met de historische marktspelers gepraat? Is er genoeg transparantie op de markt voor eventuele nieuwe spelers? Hoever staat het met de omzetting van het derde pakket in Belgisch recht? Klopt het dat Nuon hierover geen informatie kreeg, zoals het bedrijf zelf beweert?

04.02 Minister **Paul Maignette** (*Nederlands*): De Belgische markt is, vooral op het productieniveau, nog zeer geconcentreerd. Dat een nieuwkomer als Nuon snel aan belang kon winnen, toont echter dat het mogelijk is voor nieuwelingen om, toch op het gebied van de leveringen, door te dringen op de markt.

Nuon zal zich terugtrekken uit ons land, maar dat is een strategische beslissing die niets te maken heeft met de concurrentie op onze markt. Het bedrijf wil zich concentreren op markten met een grote groei, zoals Nederland, Duitsland en Polen.

De regering heeft met de kerncentrale-eigenaars onderhandeld, opdat zij een deel van de productiecapaciteit in België zouden afstaan en zouden investeren in hernieuwbare energiebronnen, opdat zij de beslissingscentra in België zouden handhaven en opdat zij een deel van de geschatte nucleaire rente zouden afstaan. Als er geen deel van de rente wordt overgemaakt, is de nucleaire belasting van toepassing. Er valt niets te onderhandelen met andere marktdeelnemers, de elektriciteitswet is op iedereen van toepassing.

Over de omzetting van het derde pakket wordt niet met de elektriciteitsmaatschappijen onderhandeld. De overheid moet dit pakket zo trouw mogelijk omzetten, daarop valt niet af te dingen. De omzetting zal een

beter *level playing field* creëren in België. De wetsontwerpen worden in maart door de ministerraad behandeld.

04.03 **Peter Logghe** (VB): Ik deel de hoop van de minister, maar ik ben minder naïef. Ik zie niet meteen andere bedrijven op onze markt afkomen.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "voertuigen op CNG" (nr. 2066)**

05.01 **Peter Logghe** (VB): CNG (*Compressed Natural Gas*) is een degelijk, goedkoop en milieuvriendelijk alternatief voor vervuilende fossiele brandstoffen. Toch zijn er maar weinig tankstations waar men CNG kan tanken.

Waarom schakelt het wagenpark van de overheid niet over op CNG-gebruik? Welke hindernissen zijn er in België om massaal over te schakelen op CNG? Zijn er op federaal vlak plannen uitgewerkt om het procédé met onderzoek en ontwikkeling te promoten?

05.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Aardgas voor de aandrijving van voertuigen is inderdaad een milieuvriendelijke techniek. In Italië, Spanje en Duitsland is het gebruik ervan al in bepaalde mate ingeburgerd. De Europese Commissie heeft op 6 juni 2006 een richtlijn in dit verband gepubliceerd. In het kader van de 2020-klimaatdoelstelling is het gebruik van CNG nog in belang gestegen voor de Europese Commissie.

Het gebruik van CNG wordt in Brussel, Antwerpen en Luik al enkele jaren getest op stadsbussen en vuilniswagens. Omdat de technologie nog niet volledig op punt stond, is het gebruik ervan ofwel stopgezet, ofwel sterk verminderd.

Het inzetten van die techniek is nochtans wel haalbaar, maar allereerst moet men duidelijkheid scheppen over de accijnzen waaraan deze brandstof onderworpen zal worden. Het ontbreken van de nodige infrastructuur vormt een tweede hinderpaal. Het KB van 9 juli 1997 is dringend aan verbetering en vervollediging toe. Het bevat immers technische onduidelijkheden.

Een informele *core group* die de betrokken Belgische privéfederaties verenigt, heeft als uiteindelijke bedoeling een promotiecampagne vanuit het federale niveau naar het regionale en lokale niveau op te zetten. Er zullen wel incentives nodig zijn. Zulke initiatieven zijn een bevoegdheid van de staatssecretaris voor Mobiliteit.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Kristof Calvo.

06 **Vraag van mevrouw Karin Temmerman aan de minister van Klimaat en Energie over "technische problemen in verband met het doorsturen van attesten van beschermde afnemer" (nr. 2083)**

06.01 **Karin Temmerman** (sp.a): Staatssecretaris Delizée heeft mij gezegd dat ik met mijn vraag over het statuut van de beschermde afnemer terecht kon bij minister Magnette.

Beschermde afnemers betalen sociale maximumprijzen voor gas en elektriciteit. Sinds 1 januari 2011 zendt de FOD Sociale Zekerheid de nodige attesten via digitale post naar de leveranciers, maar door technische problemen lukt dit niet altijd. Sommige beschermde afnemers hebben daardoor de laatste maanden het volle tarief moeten betalen. Staatssecretaris Delizée zei me eerder dat er op 12 januari een werkvergadering zou plaatsvinden.

Wat was het resultaat? Zullen de mensen die te veel hebben betaald, hun geld terugbetaald krijgen?

06.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Op het overleg van 12 januari werd afgesproken dat de FOD

Economie, de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, de FOD Sociale Zekerheid, het directoraat-generaal Personen met een Handicap, de vertegenwoordigende organisaties van de OCMW's en de POD Maatschappelijke Integratie hun werkzaamheden beter op elkaar zullen afstemmen en hun communicatie zullen stroomlijnen. De automatische toekenning van het sociaal tarief en de rol van de attesten werden ook verduidelijkt.

Voor deze automatische toekenning heeft de FOD Economie een informaticasysteem ontwikkeld dat de gegevens van de aanvrager vergelijkt met die van het Rijksregister. Indien deze te sterk verschillen, wordt het sociaal tarief door het systeem niet toegepast. Het gaat dus niet zozeer om technische problemen, als wel om de onmogelijkheid om de gegevens automatisch te verwerken zonder een te groot risico op fouten. De FOD Economie dient er immers over te waken dat het sociaal tarief toegekend wordt aan de juiste personen.

Personen van wie de gegevens niet automatisch verwerkt kunnen worden, krijgen via de sociale instelling waarvan zij een uitkering krijgen, alsnog een papieren attest toegestuurd. Het volstaat dit attest aan de leverancier te overhandigen om het sociaal tarief te genieten, zoals duidelijk in de begeleidende brief staat.

In samenwerking met leveranciers en sociale instellingen werden er procedures uitgewerkt om de kwaliteit van de brongegevens te verbeteren. Daardoor zullen er steeds minder personen zijn van wie de gegevens niet automatisch verwerkt kunnen worden. De energieleverancier zal het sociaal tarief steeds met terugwerkende kracht toepassen.

06.03 Karin Temmerman (sp.a): Dat laatste hoor ik heel graag.

Het incident is gesloten.

07 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de gasopslag in Loenhout" (nr. 2198)
- de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "de opslagcapaciteit van Gazprom" (nr. 2424)

07.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Ontslagnemend premier Letermé schaarde zich uitdrukkelijk achter de plannen om Fluxys en Gazprom samen te laten werken en om in Loenhout en Zeebrugge Russisch gas op te slaan. Het contract zou in april worden ondertekend. De regering is echter in een periode van lopende zaken en volgens mij is daar dus een wetswijziging voor nodig, want Fluxys moet zijn opslagcapaciteit prioritair voorbehouden voor de publieke distributeurs.

Zou men kandidaten niet beter openbaar laten bieden op die capaciteit?

Is de premier bereid om het Parlement zijn woordje te laten meespreken in deze kwestie? Zal hij een initiatief nemen vanuit zijn statuut van lopende zaken?

Kan de Belgische overheid zomaar beslissen om een bedrijf toegang tot die capaciteit te geven? Heeft het verminderen van de opslagcapaciteit een impact op de bevoordeelde binnenlandse leveranciers? Is er een weerslag op de prijs van het gas voor de consument?

07.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): Het memory of understanding tussen Russische en Belgische gasbedrijven heeft een voorwaardelijk karakter, aangezien de eventuele verdere implementatie inderdaad een aanpassing van de gaswet noodzakelijk maakt. Daarvoor is er een wetsvoorstel nodig in het Parlement. De haalbaarheidsstudies vormen slechts een eerste stap in het onderzoek. Zij kunnen gevolgd worden door een concreet businessplan en bindende contracten.

Fluxys is zich er terdege van bewust dat het toewijzen van opslagcapaciteit moet beantwoorden aan het principe van niet-discriminatie en transparantie. De idee is dus geenszins om een voorkeursbehandeling te geven aan één onderneming, maar om een deel van het opslagvolume prioritair te reserveren voor de leveranciers die in aanmerking komen, in verhouding tot hun marktaandeel in de openbare distributie. Het complementaire gedeelte van de opslag kan dan worden opengesteld voor alle marktpelers.

De verdeling kan bij wet worden vastgelegd. Ik stel vast dat door de integratie van de Europese energiemarkt de leveranciers op een meer flexibele manier hun openbaredienstverplichtingen vervullen. Ze maken meer gebruik van de betere internationale interconnecties en van de mogelijkheden die de gasbeurzen bieden.

Voor alle duidelijkheid: er is dus geen vermindering van de aangeboden opslagcapaciteit. De bedoeling is alle leveranciers en producenten toegang te verschaffen tot de opslag in Loenhout, zodat deze maximaal wordt gebruikt. Het verplicht opgeslagen aardgas kan dan bij crisis door de opslagbeheerder worden aangewend voor de openbare distributie. Met de openstelling van de opslag verhoogt dus de bevoorradingszekerheid.

De tarieven van de gasopslag in Loenhout zijn gereguleerd. De beste garanties voor competitieve grondstofprijzen liggen trouwens in de dynamiek van een internationale open markt. De consument hoeft dus niets te vrezen op het vlak van prijzen.

Het memory of understanding is uitsluitend van toepassing op Loenhout en houdt dus geen verband met de lopende uitbreidingen. Fluxys zoekt constant naar een optimaal gebruik van geologisch geschikte ondergrond.

De diensten van de LNG-terminal in Zeebrugge voor de partijen die geen langetermijncontract hebben gesloten, zijn toegankelijk op de primaire markten voor een 15-tal slots per jaar en op de secundaire markt voor 10 procent van de losbeurten. Om de primaire markt verder te ontwikkelen is in een tweede steiger gepland. De haalbaarheid van een vijfde opslagtank hangt af van de ontwikkelingen in Rotterdam en Duinkerken.

07.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): De voorakkoorden gaan dus enkel over haalbaarheidsstudies, dat stelt me enigszins gerust. De wetgever moet zijn rol kunnen spelen en de opslagcapaciteit moet transparant worden opengesteld. Het verheugt me dat de marktwerking de bevoorradingszekerheid blijkbaar nog kan versterken.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- de heer Bert Wollants aan de minister van Klimaat en Energie over "de bijdrage van 12 miljoen euro van de petroleumsector" (nr. 2339)
- de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "de diplomatieke relaties van ons land met Qatar, de wachtrekening van 12 miljoen euro en het Federaal Energie Instituut" (nr. 2425)

08.01 Bert Wollants (N-VA): In 2006 besliste de regering-Verhofstadt om, wegens de hoge olieprijs, een korting toe te kennen op de stookoliefactuur van de gezinnen.

Staat die som van 12 miljoen euro nog op de wachtrekening of wat is daarmee inmiddels gebeurd? Welke mogelijkheden worden momenteel overwogen om het bedrag te besteden? Er was onder andere sprake van een onderzoeksinstituut. Komt dat er nog en volgens welke modaliteiten? Onder welke voorwaarden moet dit bedrag worden terugbetaald aan de petroleumsector, aangezien deze spreekt van een lening? Is het niet beter om dit geld te besteden aan meer substantiële maatregelen op het gebied van energiebesparing?

08.02 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): In het nieuws raakte bekend dat men zoet water zou transporteren in de lege ballasttanks van de aardgasschepen uit Qatar. Om de 12 miljoen euro bijdrage van de petroleumsector in de sociale korting nuttig te besteden, was er sprake van een energie-instituut, ook in samenwerking met Qatar.

Is dat bedrag nu besteed aan onderzoeksprojecten of aan sociaaleconomische maatregelen, of staat het nog altijd op de wachtrekening? Zijn er nog steeds plannen om dat Belgische energie-instituut op te richten en

wat zullen de taken zijn?

08.03 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): De volledige 12 miljoen euro staat nog steeds op een wachtrekening van de FOD Economie. Het is juridisch onmogelijk om dat geld op een ander soort rekening te plaatsen. Het gaat om een verplichte bijdrage, en niet om een lening.

De vraag over de oprichting van het energie-instituut ligt al enige tijd niet meer op tafel. Er werd beslist om een fonds op te richten ter ondersteuning van de energiebesparingen bij specifieke doelgroepen. De onderhandelingen ter zake zijn nog aan de gang.

Het denkspoor over de levering van zoet water aan Qatar zit nog in de haalbaarheidsfase. De betrokken privébedrijven en gewestelijke overheden dienen nog een aantal afspraken te maken. De onderhandelingen verlopen parallel met andere onderhandelingen op federaal niveau voor een eventuele technologische samenwerking met Qatar. Die samenwerking zou weliswaar niet noodzakelijk de vorm van een instituut aannemen.

08.04 **Bert Wollants** (N-VA): Er komt dus een initiatief voor een sociaal energiebeleid. Men moet ook efficiënt zijn en optimaal afstemmen, want de Gewesten nemen op dat vlak ook initiatieven.

08.05 **Willem-Frederik Schiltz** (Open Vld): Er wordt inderdaad in twee richtingen gedacht en gewerkt. Daar kunnen communautaire spanningen uit groeien.

De situatie rond de 12 miljoen van de stookoliesector is een beetje vergelijkbaar met de nucleaire rente. Ik wil vermijden dat over een paar jaren die 250 miljoen ook op een wachtrekening wordt gezet. Allerlei goedbedoelde begeleidende maatregelen met een sociale of ecologische inslag dragen er allerminst toe bij dat de energiemarkt goed functioneert.

Het is bijzonder vreemd dat België – volgens de Europese Commissie het enige land in Noordwest-Europa waar de komende vijftig jaar een zoetwatertekort dreigt – overweegt om water te exporteren. Ik hoop dat het haalbaarheidsonderzoek duidelijkheid brengt.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "de boete van 360 miljoen euro voor Electrabel" (nr. 2401)**

09.01 **Peter Logghe** (VB): De CREG die waakt over de totstandkoming van de energieprijzen, kon aan de hand van de gegevens die Electrabel op 3 januari overhandigde, de winstmarges niet bepalen. Voorlopig zou Electrabel nog steeds geen bijkomende informatie hebben gegeven, alhoewel het bedrijf een boete van 360 miljoen euro boven het hoofd hangt.

Tegen wanneer moet Electrabel antwoorden op de vragen van de CREG? Zijn er beroepsmogelijkheden? Wordt de boete automatisch van toepassing? Hoe moet de weigering van Electrabel worden begrepen? Wat houdt ons tegen om op basis van deze weigering de nucleaire taks te verdubbelen of te verdriedubbelen? Minister Reynders stelde onlangs voor om de nucleaire taks op 500 miljoen euro te brengen. Wordt zijn standpunt door de regering gedeeld? Welke rechtsgrond heeft de CREG om de betaling van die boete af te dwingen?

09.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Er zijn geen rechtstreekse onderhandelingen met Electrabel meer geweest sinds de regering in een periode van lopende zaken is. Bij een geschil tussen Electrabel en de CREG kan ik niet tussenbeide komen. De CREG kan, als een onderneming de vereiste gegevens niet meedeelt, na een aanmaning en een eventuele hoorzitting een boete opleggen. Deze boete is begrensd tot 3 procent van het zakencijfer. Beroep tegen deze boete aantekenen is mogelijk. Het beroep kan opschortend zijn indien aan bepaalde voorwaarden wordt voldaan.

Electrabel beweert dat het niet alle gegevens kan verschaffen die vereist worden door de CREG. Dit kan in geen enkel geval verbonden zijn met de kwestie van de nucleaire contributie, die door de regering op

250 miljoen euro werd vastgelegd. Op 9 februari zijn er over de berekening van deze rente hoorzittingen met de CREG, de Nationale Bank en de producenten.

09.03 **Peter Logghe** (VB): In het wetsontwerp was er sprake van maximaal 2 procent van de omzet als sanctie in plaats van 3 procent, een lichte terugval dus.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de minister van Klimaat en Energie over "de naleving van de nieuwe wet betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming en de controle daarop" (nr. 2344)**

10.01 **Karine Lalieux** (PS): Op 6 april 2010 hebben wij een nieuwe wet betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming aangenomen. Toch zijn er klachten van consumenten over de niet-toepassing van het principe dat het verboden is telefoonoproepen aan te rekenen waarbij de consument, naast de prijs voor de oproep, ook dient te betalen voor de inhoud, wanneer het oproepen betreft over de uitvoering van een reeds gesloten overeenkomst en die geen meerwaarde inhouden. Wanneer men een contract sluit met een telefoonoperator, moeten de rechten van de consumenten met betrekking tot de oproepen daar mijns inziens in vermeld worden.

Worden er regelmatig onderzoeken verricht bij de operatoren en bedrijven? Heeft de algemene directie Controle en Bemiddeling van de FOD Economie klachten ontvangen?

10.02 Minister **Paul Maignette** (*Frans*): In 2010 heeft de AD Controle en Bemiddeling van de FOD Economie 8 klachten ontvangen over het tarief dat aangerekend werd voor telefoonoproepen voor service na verkoop. In maart 2009 werden er in het kader van een nationaal onderzoek 27 telecommunicatieoperatoren, 3 kabelexploitanten en 9 dienstverleners gecontroleerd. Er werden slechts 2 overtredingen vastgesteld, waarvoor er een proces-verbaal van waarschuwing werd opgemaakt.

De AD Controle en Bemiddeling is niet bevoegd voor klachten over de lange wachttijden bij diensten voor service na verkoop.

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van mevrouw Rita De Bont aan de minister van Klimaat en Energie over "de federale bijdrage die wordt verrekend op de elektriciteitsfactuur" (nr. 2411)**

11.01 **Rita De Bont** (VB): De minister zou een einde willen stellen aan de vrijstelling van de gebruikers van groene stroom om een bijdrage te leveren aan het Kyotofonds en het denuclearisatiefonds, dit omdat energieleveranciers het systeem legaal kunnen misbruiken.

Is het echter niet mogelijk om die vrijstelling te behouden voor de bona fide binnenlandse producenten van groene stroom en af te schaffen voor de in het buitenland aangekochte certificaten? Hoeveel verbruikers zouden er nog meebetalen als men de vrijstelling afschaft voor de in het buitenland aangekochte certificaten?

11.02 Minister **Paul Maignette** (*Nederlands*): Een ontheffing op basis van groene certificaten is inderdaad te verkiezen boven een via oorsprongcertificaten, omdat we zo kunnen nagaan of de ontheffing wel degelijk betrekking heeft op energie die in België wordt geproduceerd. Het systeem moet wel vooraf worden besproken bij Enover en het moet ook in overeenstemming zijn met de regels van de Europese binnenlandse markt. Wat de bijdrage betreft aan het Kyotofonds en de denuclearisatie, moet men er rekening mee houden dat het systeem zou kunnen vervallen als het niet wordt bijgestuurd. In 2009 bedroeg het aandeel Belgische groene energie ongeveer 6 procent, terwijl volgens het huidige ontheffingssysteem op basis van de oorsprongcertificaten 60 procent van de geproduceerde elektriciteit groen zal zijn.

11.03 **Rita De Bont** (VB): Dat is inderdaad een grote discrepantie en het is goed dat men deze legale fraude tracht weg te werken. De werkelijke producenten van groene stroom mogen niet worden gestraft.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "de blijvende toeslagen voor onlineboekingen" (nr. 2434)

12.01 Peter Logghe (VB): Nogal wat vliegtuigmaatschappijen nemen het niet al te nauw met de reglementering en rekenen allerlei bijkomende premies aan die niet vooraf werden aangekondigd. Bij elektronische boekingen worden tegenwoordig extra kosten voor de reservering en administratieve verwerking aangerekend. Vroeger hield alleen Ryanair zich met dergelijke praktijken bezig, maar nu doen alle vliegtuigmaatschappijen het. De toeslagen lopen op tot 20 procent van de totale kostprijs.

Is de minister op de hoogte? Is dat niet tegen de Europese reglementering? Zijn er al klachten binnengekomen? Wat kan de minister doen om deze praktijken tegen te gaan? Worden er ook op Europees vlak maatregelen genomen?

12.02 Minister Paul Magnette (*Nederlands*): Natuurlijk ben ik op de hoogte van die praktijken. Zulke supplementen op vliegtuigtickets zijn niet nieuw en hebben altijd betrekking gehad op de onlineboekingen. Ik verwijs naar mijn antwoord van begin november 2009 over deze problematiek.

De Europese wetgeving bepaalt dat als een consument uitgenodigd wordt om een aankoop te doen, hij over alle informatie moet beschikken. Volgens artikel 23 van de Europese verordening inzake de luchtvaartmaatschappijen moet de definitieve prijs bekend gemaakt worden, inclusief alle heffingen en toeslagen.

De meeste maatschappijen plaatsen op hun website op hetzelfde scherm de basisvluchtprijzen en de totaalsom. De algemene directie Controle en Bemiddeling ontving in 2010 een twintigtal klachten. Ik heb geen informatie over het aantal klachten bij de algemene directie Luchtvaart van de FOD Mobiliteit.

Het ontwerp tot omzetting van artikel 23 van de Europese verordening in de Belgische wetgeving werd nog niet ingediend wegens de politieke situatie. Op Europees vlak is een werkgroep van experts bezig met de evaluatie van de maatregel.

12.03 Peter Logghe (VB): Ik zal bij de FOD Mobiliteit nagaan hoeveel klachten men daar ontvangen heeft. Tijdens de vorige regeerperiode werd er in deze commissie voorgesteld om de namen van de vliegtuigmaatschappijen die tegen deze regels zondigen, bekend te maken. Ik zal bekijken of wij zelf een initiatief kunnen nemen om de Europese reglementering te implementeren.

Het incident is gesloten.

13 Vragen van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "AstroContact" (nrs 2261 en 2495)

13.01 Sarah Smeyers (N-VA): Net zoals de bospelletjes op VTM werd ook het programma *AstroContact* in 2009 even van de zender gehaald. Ondanks het feit dat bepaalde klachten gegrond waren, kwam het programma achteraf opnieuw op de buis en momenteel wordt het uitgezonden op VTM, VT4 en VIJFtv.

AstroContact lijkt op het eerste gezicht minder gevaarlijk dan de bospelletjes en is alleszins goedkoper, met 1 euro in plaats van 2 euro per oproep. De vraag is of er strikt op toegezien wordt dat de maximale prijs tijdens elke uitzending duidelijk wordt meegedeeld aan de kijker.

Wordt elke beller ervan op de hoogte gebracht dat hij ook betaalt voor een ontvangen sms en niet alleen voor een verzonden sms? Op welke wijze wordt dit meegedeeld?

Blijkbaar worden de bellers ook minutenlang aan het lijntje gehouden alvorens ze met een waarzegster in contact worden gebracht. Staat er een maximale duur op deze telefoontjes? Wordt bij elke uitzending duidelijk gemaakt waar gedupeerden met klachten terecht kunnen?

13.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): De algemene directie Controle en Bemiddeling heeft ter zake reeds een tegensprekelijk onderzoek opgestart en zal op basis hiervan de gepaste maatregelen treffen.

Artikel 50 van het KB van 27 april 2007 bepaalt dat enkel 0905-nummers, met een maximum van 2 euro per oproep, gebruikt mogen worden voor entertainment zoals *AstroContact*. Ongeacht de duur dat een beller aan het lijntje wordt gehouden, is het te betalen bedrag dus beperkt tot maximaal 2 euro per oproep. Er wordt op geen enkele wijze melding gemaakt van een instantie waar gedupeerden terecht kunnen met klachten.

13.03 **Sarah Smeyers** (N-VA): Net als bij de belspelletjes gaat het opnieuw om puur bedrog van de goedgebouwde consument en ik denk dat ook hier een verbod de beste oplossing is.

Het incident is gesloten.

14 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Bert Wollants** aan de minister van Klimaat en Energie over "het vangnet voor prijsstijgingen" (nr. 2436)

- de heer **Peter Logghe** aan de minister van Klimaat en Energie over "maximumprijzen voor gas en elektriciteit" (nr. 2489)

14.01 **Bert Wollants** (N-VA): De minister wil een vangnet creëren om disproportionele prijsstijgingen op de energiemarkt tegen te houden. Prijsstijgingen zouden enkel mogelijk zijn na een toestemming van de CREG. Dat vereist een aanpassing van de elektriciteits- en gaswet.

Welke maatregelen wil de minister precies nemen? Beschikt de CREG over de nodige instrumenten om de prijzen op een correcte manier te kunnen berekenen en vergelijken? Zal dit verbeteren na de omzetting van het derde energiepakket? Is zo'n regelgeving wel mogelijk binnen de Europese mededingingsregels? Kan dit eigenlijk allemaal binnen de context van lopende zaken?

14.02 **Peter Logghe** (VB): De sterke fluctuaties van onze gas- en elektriciteitsprijzen zijn atypisch voor de eurozone. De minister zegt dat hij wil dat de elektriciteitsleveranciers hun tarieven voorleggen. Ik dacht dat ze die nu al moesten voorleggen aan de CREG.

Wat is dan het verschil? Wat als de informatie waarover de CREG beschikt, onvoldoende is om te oordelen of de tarieven onredelijk hoog zijn? In welke sancties wil de minister voorzien? Hoe werd het voorstel om een vangnet te creëren onthaald in de regering?

14.03 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): In het kader van de omzetting van het derde energiepakket, is voorzien in bepalingen om de residentiële klanten te beschermen. De leveranciers zullen prijswijzigingen vier weken op voorhand aan de CREG moeten mededelen. Vervolgens zal een comité, bestaande uit leden van de CREG, de Nationale Bank, de algemene directie Energie, de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en de Raad voor de Mededinging uitmaken of de prijzen de redelijke kosten op de markt weerspiegelen. Als het comité en de leveranciers geen overeenkomst over een prijsgrens kunnen sluiten, zal de Koning na overleg met de ministerraad een overeenkomst kunnen bepalen.

De CREG heeft de expertise en kennis over de energiemarkt. Zij kunnen bij de leveranciers de nodige informatie opeisen en administratieve boetes opleggen.

Het voorgestelde systeem is al van toepassing in Nederland, zonder betwisting door de Europese autoriteiten.

De regeling kadert binnen de doelstellingen in het derde energiepakket om de transparantie en het concurrentiespel van de markt te verhogen.

14.04 **Bert Wollants** (N-VA): De prijsvorming is complexer dan ze op het eerste gezicht lijkt. Zo is het niet evident om te spreken over 'een Belgische prijs'. Uit een onderzoek van de VREG blijkt een groot

prijsverschil tussen de Gewesten. De Gewesten bepalen immers voor een groot deel de prijs door de openbaredienstverlening die ze opleggen. Daarnaast denk ik aan de certificaten voor groene stroom die worden doorgerekend in de transmissienetprijzen. In het buitenland is zo'n doorrekening helemaal niet evident. Bovendien is dit vangnet dat de minister voorstelt, volgens de Nationale Bank helemaal niet nodig als de markt beter zou kunnen spelen.

14.05 Peter Logghe (VB): Het enige verschil met de huidige situatie is dat er nog maar eens een comité wordt opgericht. Ik vraag mij af of een extra comité ervoor zal zorgen dat er sneller een overeenkomst kan worden gesloten.

Het incident is gesloten.

15 Vraag van mevrouw Rita De Bont aan de minister van Klimaat en Energie over "de hoge netwerktarieven" (nr. 2438)

15.01 Rita De Bont (VB): De Belgische bedrijven en de particulieren betalen veel voor hun elektriciteit, zodat we sociale maatregelen moeten nemen. Een van de oorzaken van die hoge prijzen zou de buitensporig hoge prijs voor de elektriciteitstransmissie in ons land zijn.

Hoe is die hoge prijs te verklaren en waaraan worden de opbrengsten van de transmissienetwerken besteed?

15.02 Minister Paul Magnette (*Nederlands*): De meest bijgewerkte en betrouwbare statistische studie ter zake is die van het Europees netwerk van transmissienetbeheerders. Die studie toont net aan dat de tarieven in België volledig in lijn liggen met de gemiddelde Europese tarieven. Bovendien gaat het hier om een complexe materie, waarbij allerlei uiteenlopende factoren vergelijkingen heel ingewikkeld maken.

De vergelijking houdt bovendien geen rekening met andere belangrijke elementen als de net- en servicekwaliteit, de netdichtheid en afstand tot de productieplaatsen. De Belgische congruentieproblemen hebben in ieder geval niets te maken met overdreven transmissietarieven.

15.03 Rita De Bont (VB): Ik had het wel degelijk over de prijs per meter. Als klein en dichtbevolkt land is de overbrugging bij ons niet zo groot. In ieder geval zitten volgens mij in die prijzen een groot aantal zaken vervat die niet zouden moeten worden doorgerekend in de netwerktransmissietarieven. We zullen dit verder bekijken en ik zal hierover een schriftelijke vraag stellen.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van de heer Olivier Deleuze aan de minister van Klimaat en Energie over "beschadigde vaten met kernafval" (nr. 2555)

16.01 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Vorige week hebt u gezegd dat alle vaten geïnventariseerd waren, dat 3 procent van de vaten beschadigd was en dat deze colli daarom voor de eindberging in een caisson zouden worden geplaatst, gecementeerd in de installatie voor de postconditionering.

Hoeveel vaten werden er geïnspecteerd? Waren dat alle vaten met type A-afval die in Mol/Dessel worden opgeslagen? Hoeveel vaten zijn er beschadigd? Om welke types van afvalvaten gaat het? Welke problemen werden er vastgesteld? Welke oplossingen zullen er worden uitgewerkt? Zullen alle vaten worden gecementeerd? Hoeveel zal dat kosten? Wie zal dat betalen? Worden beschadigde en onbeschadigde vaten in dezelfde gebouwen opgeslagen?

16.02 Minister Paul Magnette (*Frans*): Tussen 2003 en 31 december 2010 werden er 40.413 colli geïnspecteerd. Zij worden opgeslagen in de gebouwen 150, 151, 155 en 127 op de site BP1 en in gebouw 270 op de site BP2.

De colli die worden opgeslagen in de bunkers 1, 2 en 3 van gebouw 127 bevatten zogenaamd Eurobitum-afval. De colli met verglaasd afval uit de PAMELA-installatie worden in gebouw 129 opgeslagen. Zij worden met een op afstand bestuurd toestel geïnspecteerd, omdat het niet toegelaten is de installatie te betreden.

De colli met verglaasd afval die in gebouw 136 opgeslagen zijn, worden niet onderworpen aan een visuele inspectie, omdat ze al onderworpen zijn aan het inspectieprogramma in het kader van de algemene regeling voor de colli die door NIRAS worden aanvaard.

Op 31 december 2010 waren er in totaal, alle categorieën in acht genomen, 57.403 colli met geconditioneerd afval opgeslagen in de opslaggebouwen op de site van Belgoprocess. Het door NIRAS niet-conform verklaarde aantal colli bedroeg op diezelfde datum 1.671.

De niet-conform verklaarde colli vertonen corrosie van de primaire verpakking en vervormingen van de matrix. De vastgestelde tekortkomingen brengen geen enkel gevaar mee.

Voor de colli met gebitumineerd afval afkomstig uit de vroegere afdeling Waste van het SCK-CEN bestaat de oplossing erin de colli bijkomend te verpakken en ze in afwachting van de eindberging te stockeren. Een aantal ervan zal worden gevolgd om na te gaan of ze stabiel blijven.

Voor de colli met kortlevend laag- en middelradioactief gecementeerd afval wordt ervoor geopteerd de colli op te slaan en regelmatig op te volgen. Er wordt daarbij toegezien op de veiligheid van de opslagplaatsen, in afwachting dat het afval naar de eindberging wordt overgebracht.

In het gebouw waar de vaten met gebitumineerd middelactief afval, de zogeheten Eurobitum-colli, zijn opgeslagen, werd met het oog op corrosiepreventie een systeem geïnstalleerd voor ventilatie met droge lucht.

Met betrekking tot de vaten die sporen van zwelling vertonen, heeft NIRAS een studie en een experimenteel programma opgezet met als doel de verschijnselen die de zwellingen veroorzaken te analyseren en zo de evolutie van de zwellingen te kunnen voorspellen. Op grond van de resultaten zal er kunnen worden uitgemaakt wat er moet worden ondernomen.

De kosten van die operaties zijn ten laste van de financieel aansprakelijke instanties, namelijk in hoofdzaak de nucleaire passiva BP1 en BP2, en Electrabel. Met betrekking tot de vaten met gecementeerd afval die aan corrosie onderhevig zijn, brengt de vermelde oplossing geen extra kosten mee. Wat de colli met gebitumineerd afval van de vroegere afdeling Waste van het SCK-CEN betreft, werden de kosten van de oplossing in 2006 op 75.000 euro geraamd. De kosten van de nog te ontwikkelen oplossing voor de Eurobitum-colli zullen afhangen van de werkzaamheden die nodig zullen zijn op grond van de resultaten van de huidige studie.

De niet-conforme colli zijn opgeslagen in dezelfde gebouwen als de conforme colli, maar zijn er wel van afgezonderd. Wat de in gebouw 127 opgeslagen Eurobitum-colli betreft, blijkt een dergelijke afzondering momenteel niet nodig te zijn.

Het incident is gesloten.

17 Vraag van de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "de toekomst van de nucleaire passiva" (nr. 2607)

17.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Ons land heeft reeds 5,8 miljard euro opzijgezet voor het langdurig bewaren van kernafval en de afbraak van de kerncentrales. Deze som zit in het Synatomfonds, een dochter van Electrabel die de nucleaire passiva beheert.

De werking van Synatom is onderworpen aan kritiek omdat het geld niet rechtstreeks op een rekening staat, maar boekhoudkundig terug aan Electrabel geleend werd. In 2009 kreeg NIRAS de opdracht om deze

constructie te bestuderen en aanbevelingen te formuleren. Dat rapport werd begin dit jaar voorgelegd en gaf te kennen dat de huidige regelingen over de beschikbaarheid en het beheer van de nucleaire passiva niet meer voldoen. Ook zou er op korte termijn een rondetafel plaatsvinden met alle binnenlandse en buitenlandse actoren. Er zouden twee scenario's op tafel liggen die tot een efficiënter beheer van deze passiva moeten leiden.

Waarin zijn die 5,8 miljoen euro nucleaire passiva momenteel geïnvesteerd? Op welke termijn is het geld opnieuw effectief beschikbaar en niet enkel boekhoudkundig? Wat zijn de twee scenario's om tot een efficiënter beheer van de passiva te komen? Houdt de minister ons op de hoogte? Hoeveel tijd zal de uitwerking van het nieuwe reglementaire kader voor het beheer van nucleaire passiva in beslag nemen? Kan dat uitgewerkt worden door een regering van lopende zaken?

17.02 Minister **Paul Magnette** (Nederlands): Einde 2010 bedroegen de nucleaire voorzieningen op de rekening van Synatom 6,1 miljard euro. Daarvan is 2,2 miljard euro bestemd voor de ontmanteling van de kerncentrales en 3,9 miljard voor het beheer van de bestraalde splijtstoffen.

Maximum 75 procent van de voorzieningen mag teruggeleend worden aan de kernexploitant, in de praktijk Electrabel en SPE. De overige 25 procent bestaat uit leningen aan andere organisaties, beleggingen op korte termijn of interne financiering.

Voorzieningen binnen een onderneming zijn altijd boekhoudkundig, want tegenover de passiva moeten de nodige activa staan. In afwachting van het uitvoeren van de werken waarvoor ze aangelegd zijn, moeten de passiva op een veilige manier geplaatst worden. Ze moeten ook een opbrengst genereren die bij de voorzieningen wordt gevoegd. In België wordt voor die voorzieningen niet met externe fondsen gewerkt.

De twee mogelijke scenario's zijn een systeem waar fondsen geïnternaliseerd zijn en een systeem waarbij er een extern fonds wordt opgericht. Beide systemen moeten de nodige garanties en controle kunnen verschaffen. Op 28 en 29 maart wordt er een bijeenkomst georganiseerd met alle betrokkenen om de mogelijkheden te onderzoeken. De resultaten zullen uiteraard aan de commissieleden bekendgemaakt worden. Een precieze timing is moeilijk te geven.

17.03 **Willem-Frederik Schiltz** (Open Vld): Tot nader order bepaalt de wet nog altijd dat er een nucleaire uitstap is. Zal Electrabel dat geleende geld dan onmiddellijk aan het Synatomfonds kunnen terugstorten, gelet op de toch ingewikkelde boekhoudkundige constructie?

De **voorzitter**: Is het mogelijk om het rapport van NIRAS aan de commissie te bezorgen?

17.04 Minister **Paul Magnette** (Nederlands): Dat moet ik aan NIRAS vragen.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Willem-Frederik Schiltz.

18 **Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "een Nederlands onderzoek naar de opslag van radioactief afval in kleibodem" (nr. 2430)**

18.01 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): In Nederland zijn er ook plannen om de opslag van radioactief afval in de kleibodem te onderzoeken.

Is NIRAS op de hoogte van die plannen en heeft de minister een idee van wat die concreet inhouden? Wordt er naar synergie gezocht tussen het onderzoek van NIRAS, het Nederlandse COVRA en de Nederlandse onderzoeksgroep? Is er sprake van een ruimere samenwerking? Zijn er al ooit plannen geweest tussen Nederlandse en Belgische politieke instanties over een eventuele berging van Nederlands nucleair afval op Belgisch grondgebied?

18.02 Minister **Paul Magnette** (Nederlands): NIRAS is op de hoogte van het onderzoek, maar de materie is wel een exclusieve bevoegdheid van de Nederlandse overheid. NIRAS en COVRA hebben een wetenschappelijke en technische samenwerking inzake de berging van nucleair afval op hun eigen nationaal grondgebied. Beide werken samen mee aan onderzoeks- en ontwikkelingsprojecten van Euratom en er is een samenwerkingsakkoord met betrekking tot de mogelijkheid van geologische berging van radioactief afval op het eigen grondgebied. NIRAS heeft gelijkaardige samenwerkingsakkoorden afgesloten met andere buitenlandse agentschappen. Het heeft geen enkele vraag gekregen van COVRA over een gemeenschappelijk project voor de berging van radioactief afval op Belgisch grondgebied.

Het incident is gesloten.

19 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de export van zirkonium" (nr. 2583)

19.01 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Brussels minister Vanraes heeft onlangs in het Brussels Parlement verklaard dat een Brussels bedrijf zonder vergunning zirkonium geleverd heeft aan Iran. Wij hebben over de twee inbreuken op de wetgeving inzake nucleaire export al vaak gesproken.

Heeft minister Vanraes het inderdaad over een van deze zaken? Kan de minister een uitgebreide chronologie van dit dossier geven? Klopt het dat dit bedrijf geen enkele instantie op de hoogte heeft gebracht en geen exportvergunning of federale machtiging heeft aangevraagd? Heeft de minister ten aanzien van het bedrijf al preventieve maatregelen genomen? Wanneer zal de gerechtelijke procedure beëindigd zijn? Heeft de minister ondertussen een overzicht van alle inbreuken op de wet op de nucleaire export?

19.02 Minister **Paul Magnette** (Nederlands): De verklaring van minister Vanraes ging inderdaad over het zirkoniumdossier. Ik heb in deze commissie op 17 en 30 november reeds alle informatie gegeven die ik kan geven zonder het lopende gerechtelijke onderzoek in gevaar te brengen.

Het secretariaat van CANVEK werd gecontacteerd door de cel Embargo over de betaling van een factuur voor de levering van zirkoniumgoederen aan Iran. De CANVEK heeft daarop een inbreuk vastgesteld op de nucleaire exportwetgeving. Op 13 maart 2008 heb ik een strafklacht ingediend bij het parket. Op 13 mei 2010 heb ik een klacht met burgerlijke partijstelling ingediend. Van zodra wij op de hoogte waren, hebben wij dus de nodige juridische stappen gezet.

Het bedrijf bracht inderdaad geen enkele instantie op de hoogte. Behalve een klacht indienen kan ik niets ondernemen tegen dit bedrijf. Eventueel kunnen de competenties van de douane versterkt worden. Ik heb geen idee wanneer er een uitspraak zal komen in het gerechtelijk onderzoek. Sinds 1981 werden er slechts twee dossiers aan het gerecht bezorgd, namelijk die over de uitvoer van verarmd uranium en van zirkonium.

19.03 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Tot nog toe ging de meeste aandacht naar het dossier inzake verarmd uranium. Nu lijkt er ook over dit tweede dossier meer informatie bekend te raken. Deze dossiers tonen aan dat er een serieus probleem is. De commissie Nucleaire Veiligheid zal heel wat werk moeten leveren, zodat de toekomstige regering een sterker wetgevend kader kan creëren en een beter controlesysteem kan ontwikkelen.

Het incident is gesloten.

20 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "het uitblijven van een overeenkomst tussen het SCK en het FANC over MYRRHA" (nr. 2586)

20.01 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Vorige week ondervroeg ik minister Turtelboom over de veiligheidsaspecten in het MYRRHA-dossier. Zij verklaarde dat er nog geen overeenkomst is tussen het SCK en het FANC over de lastenverdeling tijdens de prelicentieperiode en dat er op de kabinetten overleg wordt gepleegd. Het SCK zou minister Magnette gevraagd hebben om tussen te komen in dit dossier.

Klopt dat? Wat is de houding van de minister? Wat zijn de grote lijnen van de discussie die op de kabinetten

gevoerd wordt? Is er al een akkoord bereikt tussen het SCK en het FANC? Wanneer moet het SCK meer duidelijkheid krijgen?

Beschikt men over voldoende informatie en expertise om de voorbereidingsfase, de veiligheidscriteria en de vergunning grondig uit te voeren? Hoe bouwt het FANC de nodige expertise op? Wat is daar de rol van het SCK? Ondertussen werden overeenkomsten gesloten met Kazachstan, Zuid-Korea en China. Gaat het enkel over intentieverklaringen of gaat het ook om financiële overeenkomsten? Heeft het CANVEK hierover al advies verleend?

Maken de controlekosten die het FANC moet maken tijdens de voorbereidingsfase en de operationalisering, deel uit van die internationale overeenkomsten of zal de Belgische overheid daarvoor opdraaien?

20.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): De raad van bestuur van het SCK en de regeringscommissaris hebben advies gevraagd over een ontwerpovereenkomst tussen het FANC en het SCK in verband met het kader dat gecreëerd moet worden om een vergunning aan MYRRHA te geven. Er werden twee juridische adviezen ingewonnen, die geleid hebben tot een verbeterde overeenkomst, die volgende vrijdag ondertekend wordt.

In het kader van de regeringsbeslissing over MYRRHA wordt de haalbaarheid van een vergunning nagekeken. Die haalbaarheid moet tegen eind 2014 bevestigd worden. Er is nood aan een verdere opbouw van expertise door het FANC op het domein van snelle reactoren. Dat is een van de doelen van de overeenkomst. Het SCK heeft op dat vlak al een ruime ervaring en zal elementen aanreiken die de vergunning kunnen ondersteunen. Uiteindelijk moet het FANC oordelen over de vergunbaarheid.

Er zijn akkoorden met Zuid-Korea, China en Kazachstan en er wordt gesproken met Europese landen, Rusland en de VS. Een aantal voorstellen van financieel engagement worden momenteel geanalyseerd. Het SCK wil het geheel eerst grondig onderzoeken voordat er engagementen worden aangegaan.

CANVEK heeft zich niet over de overeenkomsten uitgesproken. De uitbater zal moeten opdraaien voor de kosten, zoals dat het geval is voor elke nucleaire installatie in ons land.

20.03 **Kristof Calvo** (*Ecolo-Groen!*): Mijn vraag ging over de controlekosten en meer bepaald de kosten voor de extra werklust voor het FANC. Die moeten toch niet betaald worden door de uitbater

20.04 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Ik zal het nakijken.

20.05 **Kristof Calvo** (*Ecolo-Groen!*): De minister heeft in november in de commissie gezegd dat de overeenkomsten aan CANVEK moeten worden voorgelegd. Dat is nog altijd niet gebeurd. Heeft het SCK dan geen gevolg gegeven aan de oproep van de minister?

20.06 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Het gaat om memorandums of understanding. Het is nog te vroeg om aan CANVEK een mening te vragen. Als er een akkoord gesloten wordt, zullen CANVEK en het FANC advies moeten geven.

20.07 **Kristof Calvo** (*Ecolo-Groen!*): Ik zal dat nakijken. De overeenkomsten zijn blijkbaar wel belangrijk genoeg voor de eerste minister om daarover een hele communicatieweek op te voeren.

20.08 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Dat ben ik niet.

20.09 **Kristof Calvo** (*Ecolo-Groen!*): Neen, maar het is wel de leider van de regering. De minister vraagt aan het SCK om overeenkomsten aan CANVEK voor te leggen. Ze worden gepromoot door de premier. Ik vind het jammer dat het SCK geen advies vraagt.

In de ontwerpovereenkomst zal inderdaad gezocht worden naar een goede expertisedeling, maar ik maak mij zorgen over de onafhankelijkheid van het onderzoek van het FANC over de vergunning. De MYRRHA-reactor is uniek in de wereld en er bestaat over dergelijke reactoren dus bijna geen expertise. Het FANC zal bij het SCK zelf advies moeten vragen. Ik maak mij daar zorgen over.

De **voorzitter**: De minister zal nakijken wat de extra kosten zijn voor het toezicht.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.33 uur.